

La politique et les valeurs, entre convergence et renaissance



Université de Convictions
14-15 décembre 2007



Convictions

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

4 Place de Valois - 75001 PARIS - Téléphone 01 55 35 36 44 - Télécopie 01 49 27 00 12

e-mail : club.convictions@wanadoo.fr

Comptes rendus de l'Université des 14-15 décembre 2007

Elise Barthet : "Quelle offre politique pour quelle demande citoyenne ?"

Esther Delord : "Célébrer ou transcender le travail ?"

Julie Robelet : "Pragmatisme ou Humanisme ?" ; "Changer de valeurs, ou les réinventer ?"

Raphaëlle Thomas : "Démystifier le progrès par un nouveau progressisme ?"

Conception, relecture, mise en page

Patricia Aderno

Document publié par

Convictions, 4 Place de Valois, 75001 PARIS

01 55 35 36 44 - club.convictions@wanadoo.fr

Publication

Mai 2008

Présentation

Au moment où l'on ressent, après la participation électorale aux élections présidentielles, que le pays est prêt pour se réinvestir dans la construction politique, au moment où la gauche semble écartelée entre des personnalités concurrentes et des refondations contradictoires, il nous semble plus que jamais nécessaire de nous interroger sur les valeurs qui peuvent aujourd'hui générer de la transformation sociale.

Depuis 2002, le Club Convictions a initié une réflexion qui a conduit à deux grandes rencontres, dont le contenu est retracé dans l'ouvrage "*Renouveler la gauche, repenser les fondements*"¹ où de nombreuses personnalités ont tenté de revisiter les questions du capitalisme, de l'anthropologie politique, de la coopération européenne, de la durabilité, de la déclinaison entre aspirations individuelles et élaboration du collectif.

Après l'élection du Président Sarkozy et le brassage des valeurs que cette élection a impliqué, il nous a paru utile de prendre le temps de la réflexion, avant les refondations – ou recompositions politiques – qui ne manqueront pas d'arriver. Ceci en nous appuyant sur le travail des groupes et rencontres de Convictions en 2006 et 2007, et dans le but de redonner des directions structurantes à nos travaux.

Cette Université s'est tenue les 14 et 15 décembre 2007, dans les locaux de l'USIC, 18 Rue de Varenne, Paris 7^{ème}.

- ■ -

¹ "*Renouveler la gauche, repenser les fondements*", ouvrage collectif sous la direction de Convictions et du Cercle Condorcet de Paris, juillet 2006 (214 pages, 10 euros). L'ouvrage est également accessible en téléchargement sur le site Internet de Convictions : www.convictions.org (page Activités, rubrique Interclubs).

Sommaire

Introduction	7
Bettina Laville , présidente de Convictions	
Pragmatisme ou Humanisme ?	9
Convictions avait, en 2005, publié un texte intitulé " <i>Démocratie et Humanisme</i> " en concluant : " <i>Comment transcender en justice, dignité et hauteur dans la société cette forte revendication au pouvoir sur sa propre vie ?</i> ". Il apparaît que le Président de la République a donné une réponse à cette question en érigeant le pragmatisme non pas seulement en pratique, mais en philosophie du pouvoir, et a fait de la promotion individuelle le but de son quinquennat. La gauche l'admet et semble tentée, pour reconquérir les Français, de reconnaître à son tour la nécessité de décliner le politique et l'individu. Ne faut-il pas plutôt reconstruire, dans notre monde bouleversé, un nouvel humanisme, s'appuyant sur de nouvelles Lumières ?	
<i>Quelle prospective pour un nouvel humanisme ?</i>	9
Thierry Gaudin , président de Prospective 2100	
<i>Un humanisme est-il en construction en politique ?</i>	12
Jean-Pierre Mignard , avocat, président des clubs " <i>Désirs d'avenir</i> "	
<i>Eux et nous : comment reconstruire un humanisme cosmopolite ?</i>	14
Joël Roman , collaborateur de la Revue " <i>Esprit</i> ", directeur de collection	
<i>Questions, échanges, débats</i>	16
Changer de valeurs, ou les réinventer ?	22
Au moment où Lionel Jospin emploie le mot d' " <i>impasse</i> " pour décrire l'élection présidentielle vue de gauche, ne faut-il pas mieux nous interroger sur l'aporie possible que peuvent engendrer les aspirations contradictoires de la gauche et les tendances nouvelles que cette élection a révélées ?	
Intervention d' Alain Touraine , sociologue	23
Intervention de Philippe Lemoine , président de LaSer, fondateur de " <i>Modernités</i> "	25
Intervention de Jean-Baptiste de Foucauld , président de Solidarités Nouvelles face au Chômage (SNC), administrateur de Convictions	28
<i>Questions, échanges, débats</i>	29

Célébrer ou transcender le travail ? 32

Au début de notre XXI^{ème} siècle, la manière dont nous considérons le travail ne parvient pas à se dégager de son éclairage des deux siècles derniers : respectable valeur ou aliénante obligation. Du coup, toute évolution intellectuelle sur ce thème est prisonnière de cette vision, si bien que les modalités de travail évoluent dans la sphère économique sans que le travail ne trouve dans la société une juste place signifiante, alors que le rapport capital/travail est bouleversé par les évolutions du capitalisme tourné de plus en plus vers la connaissance. Convictions a travaillé ces notions depuis deux ans et souhaite en faire un point.

Présentation 32

Roger Sue, professeur à l'Université Paris V Sorbonne

L'apparent renouveau actuel de la valeur travail peut-il refonder la gauche ? 33

Dominique Méda, sociologue

Quelles transformations sociales engendre la progression des emplois cognitifs ? 37

Yann Moulier-Boutang, sociologue

Questions, échanges, débats 40

Démystifier le progrès par un nouveau progressisme ? 46

Les valeurs de progrès ont fondé l'avènement de la gauche au point de vue des avancées sociales et ont aussi conduit à l'étape décisive scientifique et technique de notre civilisation. Aujourd'hui, le malaise social, la menace planétaire remettent le progrès en question. Comment peut-on améliorer, voire changer le monde en régulant notre vision progressiste ? Dans la droite ligne de ses textes sur le développement durable, Convictions essaiera de dépasser la stérile querelle des Anciens et des Modernes sur ce sujet.

Présentation 46

Gérard Ruiz, secrétaire général de Convictions

Qu'est-ce aujourd'hui qu'être progressiste ? 46

Jean-Paul Besset, ancien rédacteur en chef du journal "*Le Monde*",
porte-parole de la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme

Questions, échanges, débats 48

Quelle offre politique pour quelle demande citoyenne ? 52

Nous savons tous que le camp progressiste se fondera sur des valeurs régénérées. Nous voyons tous que les citoyens ont soif de débats. Mais pour construire quelle société ? Est-ce que, en revisitant l'individualisme, l'humanisme, le travail, le progrès, le capital, on peut redonner non pas seulement un contenu à la démocratie, mais un sens à la vie démocratique ? C'est le défi auquel est confronté la gauche aujourd'hui, dont on pille d'autant plus facilement les symboles et les références qu'elle-même ne les nourrit plus.

La société française entre confiance et défiance 52
Bettina Laville, présidente de Convictions

Fin de la démocratie, plutôt que fin de l'histoire ? 54
Guy Hermet, professeur à l'IEP, directeur du CERI

Intervention de **Marie-Hélène Aubert**, députée européenne 59

- ■ -

Introduction

Bettina Laville, présidente de Convictions

Bienvenue à tous pour cette Université... de Noël. L'idée est de se "*poser*" un peu dans cette ambiance politique que je trouve assez morose et, par rapport au club Convictions, de faire un peu le bilan des différents textes que nous avons élaborés.

Après les élections, nous avons lancé un cycle de réflexion que j'avais proposé d'appeler "*Comprendre, Penser, Proposer*". Nous avons lancé le cycle "*Comprendre*" à l'occasion du colloque qui s'est tenu en juin, où nous avons réuni un certain nombre de politiques, de politologues et de philosophes.

Pour cette Université, nous avons souhaité mettre l'accent sur les valeurs, situées entre "*convergence et renaissance*".

"*Convergence*" souligne un certain optimisme – nous aurions plaisir à ce qu'il y ait convergence des idées – ; cela signifie rassemblement des points de vue, confrontation positive. Aujourd'hui, cette convergence nous apparaît plutôt comme de la confusion. C'est pour cela que nous avons retenu ces trois thèmes qui nous paraissent illustrer cette confusion : l'humanisme, le travail et la valeur progrès.

On voit bien à quel point les thèmes sont traversés de convergences entre la gauche et la droite, mais aussi de confusion, et parfois même de "*traîtrise*" par rapport à ces valeurs. J'en veux pour preuve le véritable "*rapt*" fait pendant les élections sur la valeur travail. Rapt croisé, à la fois par l'actuel président de la République, qui a ainsi ruiné les 35 heures et ce qui les fondait, et en même temps repris à son compte, avec le constat du malaise, par la candidate de gauche.

Il en est de même pour l'humanisme. Un certain vocabulaire de proximité suffit à nourrir une "*coloration*" d'humanisme plus qu'un véritable humanisme. L'individualisme sert de valeur humaniste à tout un pan des politiques, qu'ils soient de gauche ou de droite. D'un côté, la droite au pouvoir s'en réclame et reproche à la gauche de ne pas avoir compris que cette valeur était au fondement de la solidarité. D'un autre côté, la gauche avoue qu'elle a raté beaucoup de choses, parce qu'elle n'a pas assez pris en compte l'individualisme.

Le troisième sujet est le progrès. Le Grenelle de l'environnement a été présenté comme une avancée extraordinaire dans la manière de considérer le développement durable, tout en ne mettant absolument pas en cause l'idée de progrès technique et en particulier tout ce qui a fondé les acquisitions du progrès et de la technique.

Je vous rappelle que ce cycle s'appelle "*Penser*", ce qui vous donne donc des devoirs ! L'an prochain, nous lancerons le cycle "*Proposer*" et nous comptons sur vous tous.

Je remercie tous nos invités d'avoir accepté d'intervenir dans le cadre de cette Université.

Pragmatisme ou Humanisme ?

Animation des débats :

Anne Dux, administratrice de Convictions

Intervenants :

Thierry Gaudin, président de Prospective 2100

Jean-Pierre Mignard, avocat, président des clubs "*Désirs d'avenir*", auteur² de "*Cybercriminalité*"³

Joël Roman, collaborateur de la Revue "*Esprit*", directeur de collection, auteur de "*La démocratie des individus*", "*Eux et Nous*"⁴

- ■ -

Quelle prospective pour un nouvel humanisme ?

Thierry Gaudin

Je ne sais pas si je peux vous être très utile, car ma fréquentation des politiques en tant que vieux fonctionnaire m'a plutôt montré qu'ils étaient à la recherche de ce que le public avait envie d'entendre. Or, ce n'est pas du tout ce que fait le prospectiviste, qui doit parler au-delà des souhaits et s'appuyer, si possible, sur des données concrètes pour estimer ce qui a des chances de se passer, en donnant plusieurs scénarios. Je ne vais donc pas vous dire ce que les gens ont envie d'entendre.

Le premier constat sur lequel je voudrais m'appuyer, c'est qu'à partir des années 1980, à la suite d'enquêtes auprès de 1200 experts, puis de la construction d'un réseau de veille technologique, il nous est apparu que nous étions en train de changer de système technique. C'est un événement qui se produit environ tous les neuf siècles. Il s'agit d'un changement de civilisation – on en a détecté un par exemple au XII^{ème} siècle, et le plus connu d'entre eux est la révolution industrielle. Ces changements de systèmes techniques s'appuient sur quatre

² Les titres des ouvrages des différents intervenants sont donnés à titre indicatif et ne sauraient être exhaustifs de la production de chacun d'entre eux.

³ Jean-Pierre Mignard : "*Cybercriminalité*", Dalloz, collection Etats de droit, décembre 2006.

⁴ Joël Roman : "*La démocratie des individus*", Calmann-Lévy, avril 1998 ; "*Eux et nous*", Hachette Littérature, collection "*Tapage*", novembre 2006.

pôles : les matériaux, l'énergie, la structuration du temps social et la relation de l'espèce humaine avec la biosphère.

Dans le cas de la révolution industrielle, l'axe matériaux-énergie est dominant. C'est une civilisation matérialiste dans laquelle on remue des tonnes par habitants et par an. Il y a un changement de l'échelle du temps, mais aussi dans l'ordre de grandeur de la relation avec le vivant, avec la vaccination, l'éradication des maladies contagieuses... L'acte dominant est cependant l'acte de fabrication : on prend la matière, on la transforme, on la vend et c'est ce qui a donné lieu, sur le plan philosophique, à la démarche de Ernst Jünger, l'auteur de "*Orages d'acier*", dans son travail, "*Der Arbeiter*",⁵ repris ensuite par Heidegger avec la notion de réquisition, puis par Hanna Arendt avec sa "*Condition de l'Homme Moderne*".⁶ Tout cela aboutit à dire que le travail producteur est la vocation de l'homme. C'est caractéristique de la révolution industrielle. Pour Hanna Arendt, il y a même réquisition du côté du travail, mais aussi de la consommation, il s'agit des deux faces de la même chose.

A partir des années 1980, nous avons détecté la mise en place d'un nouveau système technique : la révolution cognitive. Les matériaux et l'énergie changent, avec une multiplicité des matériaux et une mise en réseau de l'énergie disponible immédiatement. Mais cet axe n'est plus dominant. L'axe vertical devient dominant, avec la structuration du temps et la relation avec le vivant. Celle-ci se divise en deux : la biotechnologie et le problème de déséquilibre de l'espèce humaine avec la nature. Les microprocesseurs construisent des machines qui vont plus vite que les neurones. On se pose alors la question : est-ce que l'homme est toujours maître de sa civilisation ? Est-ce que la maîtrise de son évolution n'est pas en train de lui échapper ?

Dès 1986, nous avons expliqué que l'ouverture des pays de l'Est était inévitable et irréversible... à cause du téléphone. Il y a en effet une rupture de fonctionnement : à partir de dix lignes pour cent habitants, ce n'est plus contrôlable par une bureaucratie centralisée. Dans les pays d'Europe de l'Est, le premier qui a basculé, la Hongrie, était le plus équipé en lignes téléphoniques. Ce constat est à mettre en parallèle avec le fait qu'en 2002, nous avons passé le cap des dix internautes pour cent habitants à l'échelle mondiale et ce même cap est passé cette année en Chine. Aujourd'hui, nous sommes même plutôt près de 20%. Ce n'est pas vraiment différent du téléphone, à cela près que chacun peut être auteur : on n'est plus dans une communication d'individu à individu, c'est beaucoup plus diversifié. Cela remet donc complètement en cause les fonctionnements politiques que nous connaissons. Nous n'en sommes qu'aux prémises ; pour que les gens s'accoutument à l'utilisation de ce nouveau média, il faut une génération.

Pour illustrer ces propos, je vais vous donner quelques petits faits. L'année dernière, aux rencontres d'Autrans, où les passionnés de l'Internet se retrouvent chaque année en janvier, nous avons fait venir des jeunes Canadiens entre 11 et 18 ans. Nous y avons appris qu'à partir

⁵ Ernst Jünger : "*Le Travailleur*" ("*Der Arbeiter*", 1931), Bourgois, janvier 1994 ; "*Orages d'acier*" ("*In Stahlgewittern*", 1920), Ldp Biblio Romans, janvier 1989.

⁶ Hannah Arendt : "*Condition de l'homme moderne*" (1958), Nathan, mars 2005.

de 11 ans, ils avaient tous leur blog, non pour jouer, mais pour faire leurs devoirs, corrigés sur le blog. A partir de 16 ans, ils créent tous leur entreprise, parce que c'est l'âge légal. Nous avons également fait venir des jeunes du *Bondy Blog*. Pour eux, il faut un ordinateur à partir de 10 ans, le libre accès à la culture, le déverrouillage de tous les droits...

Mais des études anglaises soulignent qu'il y a également des dangers, notamment avec les "*no-life*", ces personnes qui abusent du virtuel et se retrouvent dépendants. Cela nous montre que la désinformation augmente en même temps que l'information. Le premier à parler de ce phénomène est Alvin Toffler, dans son livre "*Le choc du futur*"⁷ où il parle de l'hyper-choix. On n'a plus le temps de choisir, il y a saturation, "*surcharge cognitive*" et cela devient un phénomène sociétal. Par exemple, en mai 2007, le journal allemand "*Die Welt*" a publié une étude sur des dessins d'enfants d'environ cinq ans, qui regardent la télévision moins d'une heure par jour et plus de trois heures par jour. On voit très bien la différence : les dessins des seconds ne sont pas terminés. On voit ici qu'il y a non seulement désinformation, mais aussi destruction des capacités cognitives. C'est l'économie de Patrick Le Lay... Pour attirer l'attention des spectateurs, les programmeurs de télévision changent de plans toutes les trois ou quatre secondes, car un changement de plan stimule l'attention du spectateur. Mais quand cela touche un enfant de moins de cinq ans, son cerveau s'habitue à zapper et continue à le faire en l'absence de télévision. D'où la difficulté à fixer son attention et donc à terminer son dessin. Le fonctionnement neuronal est donc atteint, il serait bon de se soulever contre ce système, mais je n'ai vu personne le faire.

Le deuxième aspect est la question du déséquilibre avec la nature. Les évaluations de changement de température du GIEC (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat) nous montrent les transformations sur mille ans et les différents scénarios jusqu'en 2100. Cela nous montre que la situation actuelle n'a pas de références historiques. La référence possible est une référence préhistorique, entre moins 11000 et moins 8500, lorsque le climat s'est réchauffé d'environ six degrés. Nous sommes aujourd'hui en face d'un choc thermique. L'espèce humaine n'arrive pas à se contrôler afin de maintenir des températures de l'ordre de ce que l'on a depuis un millier d'années. Nous sommes dans une situation que nous ne maîtrisons pas.

Pour tenter de comprendre la situation, nous devons nous donner des points de repères historiques. Ainsi au Moyen-Age, nous avons un doublement de la population entre 1100 et 1300, deux siècles de grande prospérité avec un climat favorable et un changement du système technique. On arrive ensuite vers 1270 à la saturation. Les premières famines arrivent en 1316, la grande peste en 1348. En 1475-1500, la Renaissance se produit, c'est la fin du grand déclin. On a ici une trajectoire caractéristique des déséquilibres que peut subir l'espèce humaine lorsqu'elle sature son territoire nourricier. Lorsque Susan George écrit son rapport Lugano, elle parle d'une classe dirigeante tribale et arrogante et d'une compétition jusqu'à la violence. Un scénario alternatif serait une autorégulation invisible de la population. Lorsqu'on regarde les statistiques démographiques, on voit ainsi que, selon les Nations Unies, il y aurait une stabilisation de la fécondité autour d'1,8 enfant(s) par femme. Ce qui signifie que la pla-

⁷ Alvin Toffler : "*Le choc du futur*", Denoël, Paris, 1974 (réédition Gallimard, 1987).

nète reste surchargée pendant le XXIème et le XXIIème siècles avec, en plus, une pyramide des âges inversée.

En dernier point, je veux ajouter que, lorsque l'on a un changement de système technique, il y a une crise de jeunesse, une crise d'adaptation. En 1848, la révolution industrielle commence par un incident dans une petite ville, à Buzançais dans l'Indre. Un crime passionnel a été interprété comme un crime de classe et a mis le feu à une société qui, dans l'Europe entière, ne demandait qu'à se révolter. Aujourd'hui, nous avons à la périphérie des grandes villes du monde entier, du fait de la concurrence de l'agriculture industrialisée, un million d'habitants sur six qui ont été chassés de leur terre. C'est ce qu'on appelle des "*sauvages urbains*", qui n'ont d'autres solutions que de considérer la ville comme une jungle et d'y inventer de nouveaux modes de survie. C'est une période critique dans laquelle les plus défavorisés vont trouver le moyen de se débrouiller en organisant des systèmes de survie locaux, du genre des SEL (Systèmes d'Échange Local). On va donc certainement vers une transformation monétaire. La réponse officielle à la crise va se produire, comme en 1848, par les grands travaux.

Je termine en abordant la question du développement durable. Ce terme est un oxymore, on voit le développement comme désirable et le durable comme une contrainte. Nous préférons le concept de "*jardin planétaire*", parce que le jardinier est un amoureux de son jardin et si l'on n'a pas un sentiment positif, la situation ne changera pas.

Au XXème siècle se sont produits deux séismes philosophiques qui n'ont pas été pris en compte par le politique. Le premier est celui du code génétique. C'est le fait que l'espèce humaine n'a pas une place à part, elle est un élément d'un continuum dont elle est au mieux le gardien, le jardinier. Comment assumer aujourd'hui cette fonction de jardinier qui suppose un amour, une empathie avec la nature ? Certains architectes, comme Hundertwasser, ont fait des propositions dans ce sens, mais on note le contraste avec ce qui est en train de se passer. Le XXIème siècle apparaît comme la transition de *l'homo-cocacolensis* à l'homo-sapiens, plus sobre, mais sans doute plus savant.

- ■ -

Un humanisme est-il en construction en politique ?

Jean-Pierre Mignard

Le mot humanisme est un mot daté, un peu utilisé lors des dernières campagnes électorales, mais de manière assez vague, sans que l'on sache aujourd'hui quelle définition lui donner. On ne sait pas très bien ce qu'est l'humanisme, le mot ne se suffit pas lui-même pour se définir, on lui accole souvent des épithètes. J'ai été étonné que le thème ne soit pas "*humanisme et individualisme*". L'individualisme est un concept guère aimé – mais l'individu n'est pas plus méprisé – alors qu'il appartenait à une terminologie policière. Comment alors peut-on raccrocher l'individu à l'humanisme en politique ?

La politique est-elle en charge de construire un humanisme ? Les définitions les plus favorables à la politique, que ce soit celles de Platon, Hobbes ou Levinas, pensaient que "oui". Pour Hobbes, l'homme est un loup, il va manger l'autre, et l'appétit de mort est presque à l'origine de l'espèce. La politique est précisément le moyen qu'ont les hommes de lutter contre la mort et la violence. La tradition philosophique assigne à la politique un rôle noble et ambitieux : lutter contre la violence et l'état naturel de guerre. Donc la politique, dans cette version, a pour objectif avoué un objectif humaniste qui est d'éviter que les hommes s'entretuent pour que la paix s'installe. Cela donne à la politique un sens que l'on oublie souvent de lui donner : les politiques oublient cette fonction philosophique, mais aussi anthropologique de la politique.

On peut remonter jusqu'à Abraham pour trouver un fil conducteur dans l'histoire de la politique. Toute l'histoire, c'est donc la reconnaissance du droit à la vie de chaque individu. Isaac qui est sur le point d'être crucifié est épargné. Dieu n'a plus besoin du sacrifice d'un humain pour être vénéré et craint. Ainsi est créé l'être humain. La société religieuse est une organisation politique justifiée par une transcendance.

Tout le progrès de l'histoire politique humaine vise à l'individuation, à la reconnaissance de l'existence de l'être humain comme individu, disposant d'une volonté consciente qu'on lui reconnaît peu à peu comme étant l'expression de sa singularité. On reconnaît le droit au corps, à l'intégrité du corps et, à travers le corps, aux attributs physiques de la personne, c'est l'*habeas corpus* anglais. Puis à travers les droits politiques de la Constitution américaine, on reconnaît à l'expression et sa totale liberté une part substantielle de l'individu et le corps même de la démocratie. Par la suite les déclarations des droits de l'homme institueront peu à peu l'Etat comme protecteur des droits puis débiteur de droits à la personne.

Toute l'histoire des lois se soumet à une double tension : la protection du groupe et de la société qui peut aller contre les droits de l'individu et de la personne, et l'attribution de créances à la personne vis-à-vis de l'Etat. Cette double attribution crée l'histoire de la politique. Nous sommes encore dans une société qui fabrique des droits sophistiqués de la personne, qui vise à singulariser la personne et, en même temps, au nom de la sécurité des sociétés, à surveiller, contrôler, les mêmes individus. Voilà ce qui est au cœur de la politique depuis les origines.

Le droit est la base même de l'humanisme. Mais, philosophiquement, on doit aller plus loin. Il y a dans un humanisme – à définir – un dépassement constant, un besoin insatiable de justice. La justice est la surabondance, le dépassement constant du droit. Ce besoin insatiable de justice traduit le besoin de perfectibilité infini du droit. C'est donc un mouvement qui vise à s'individualiser. Il ne faut pas avoir peur du mot "*individu*". Il est au cœur même du progrès de l'histoire de l'homme. L'histoire politique rudimentaire est une immersion de l'individu au sein d'un groupe et ne donne de droits qu'au groupe contre l'individu. L'évolution de toute société se fait par l'émergence de l'un au milieu des autres. L'humanisme vise à ce que l'un est en curiosité des droits de l'autre. Je cherche chez l'autre ce que je n'ai pas chez moi et je le

reconnais à son tour en droit d'être créancier de droit. Il y a une recherche en altérité, en hospitalité, comme dit Derrida.

Si la politique est l'infrastructure indispensable, elle doit constamment être convoquée au statut noble et indispensable qui est le sien, c'est-à-dire le salut de l'espèce. C'est notre démarche à tous. La politique doit permettre à la fois la convergence des groupes – de la cellule familiale aux Etats – et la reconnaissance de la singularité juridique irréductible des individus. L'humanisme s'accomplit dans l'attribution de droits à chaque humain.

- ■ -

Eux et nous : comment reconstruire un humanisme cosmopolite ?

Joël Roman

Je souscris tout à fait aux propos de Jean-Pierre Mignard. Arrêtons de pourfendre l'individualisme comme étant le mal absolu de nos sociétés. Certains aspects de l'individualisme, du repli sur soi ont des effets problématiques, mais, fondamentalement, nous ne pouvons qu'acquiescer à l'idée que l'individualisme est un humanisme et que l'humanisme est un individualisme.

Philosophiquement, l'humanisme peut vouloir dire aussi que l'on se réfère à une espèce d'idéal de l'humanité, qui ne s'accorde pas bien avec le pluralisme des individus. C'est un débat entre l'universalisme, référence à l'humanité de l'homme, et le relativisme, les formes concrètes d'existence des individus. Comment articuler des références universelles aux droits et les conséquences concrètes que ces références impliquent, à savoir des singularismes de modes de vie, des singularités qu'il faut reconnaître et préserver ?

Pour illustrer cela, je vais prendre un exemple. Un philosophe français connu a développé récemment une thèse sur ce qu'est une vie réussie. On peut s'interroger sur ce qu'est une vie ratée, selon quels critères juger qu'elle est ratée. Si nous jugeons qu'une vie est ratée, donc qu'elle ne mérite pas d'être vécue, nous rencontrons la question de l'humanisme de manière directe, comme ce "*manque*" par rapport à l'idéal de vie. Ce qui vient le plus facilement à l'esprit, c'est la dimension économique : une vie ratée ne correspond pas à ce minimum d'autonomie, d'individualisme, de capacités de subvenir à ses propres besoins. Mais c'est aussi une vie qui ne parviendrait pas à cette autonomie sur le plan de l'intégrité physique, psychique ou corporelle. C'est une vie qui n'accède pas à un savoir minimal, aux "*codes d'accès*" de la société. Dès que nous lisons ces manques, nous avons tendance à les interpréter en termes de vie ratée au regard de ce qu'est notre propre existence et de ce que nous concevons comme une vie réussie. On voit que, dans notre propre vie, il y a certains ratages, mais ce sont des ratages acceptables. On ne peut s'empêcher de penser que la vie de certains est un ratage total et notre générosité va nous pousser à leur venir en aide. C'est l'histoire de l'Arche de Zoé...

Un des périls de notre culture c'est cette incapacité de reconnaître la similitude de l'humanité dans l'autre souffrant, blessé. C'est une difficulté politique. Nous jugeons en permanence que certains ont des modes de vie, de consommation qui sont indignes de la société, qui ne sont pas identiques à ce que devraient être des formes de vie humaine. Il y a là une vraie contradiction qui est très profonde.

D'une autre façon, les gens d'ATD Quart Monde ont également pointé ce problème lorsqu'ils ont dit que la misère n'est pas un déficit, que c'est une forme de vie. Ceux qui sont dans la misère ne sont pas forcément dans le manque, dans le moins d'humanité, mais ils sont dans une humanité autre. A certains égards, cela peut être entendu comme un encouragement à rester dans ce manque. Il y a des formes de déni du manque, mais il y a aussi un rappel du fait que nous pouvons juger de ces manques en raison d'une commune humanité. Qui va juger du manque ? Il y a là une démarche politique sur la façon dont on va organiser nos structures de délibération et nos échelles d'évaluation pour que les personnes elles-mêmes soient à même de dire ce qui leur manque ou non.

Nous ne devons pas oublier le sentiment profond de la similitude. La question de l'humanisme est donc moins celle de la définition abstraite d'une naissance de l'humanité que celle d'une revendication des similitudes. Aujourd'hui, nous n'avons pas d'éléments pour dénier le droit aux autres peuples de dire "*nous sommes comme vous*". Cela ne veut pas forcément dire qu'ils souhaitent être identiques à nous et renoncer à être ce qu'ils sont. Mais cela signifie qu'ils ont perçu une similitude. Nous devons accepter d'entrer dans l'idée de la diversité de l'humanité. La difficulté de notre société aujourd'hui est d'être capable de construire des outils politiques pour permettre d'être sur ce fil tendu entre la reconnaissance de la commune humanité d'un groupe et la reconnaissance de l'individu dans sa diversité, dans ses divergences.

Lorsque l'on accède à l'idée de l'égalité fondamentale des hommes, on accède à l'idée que l'humanité a quelque chose d'inclusif. Nous ne sommes pas à même de définir qui fait partie ou non de l'humanité. La représentation que nous renvoyons de nous-mêmes et des conflits de notre société est déterminante. C'est la question des médias : comment à travers des médias construisons-nous des représentations des conflits, des fractures, mais aussi des représentations de notre humanité commune ? Il y a ainsi une façon stupéfiante de parler des banlieues qui n'est pas hostile, mais qui est "*touristique*", comme si ces gens vivaient dans un autre espace-temps. Le discours politique a une responsabilité éthique, il est important de faire très attention aux mots. Certains discours politiques sont aujourd'hui des insultes éthiques à l'humanité. La question essentielle est : que fait-on de l'humanité de l'autre ? Comment en parler ?

Je suis inquiet de la fragilité du tissu de notre société civile, de la fragilité de notre tissu relationnel qui organise justement la diversité de l'humanité.

L'un des problèmes des banlieues actuellement, c'est un déficit de représentation associativo-politique qui ne donne pas de place à une expression. Il y a une responsabilité à construire des

interlocuteurs, c'est-à-dire reconnaître ceux qui parlent. Il y a là des enjeux décisifs, qui traduisent ce que disait Levinas : "*construire un humanisme de l'autre homme*".

- ■ -

Questions, échanges, débats

Bettina Laville

Les deux premiers orateurs ont été particulièrement intéressés par le "*sauvage urbain*". Mais j'ai été un peu frustrée, parce que j'ai entendu parler d'un nouvel individu, qui est un homme en surcharge cognitive permanente. Je ne retrouve pas cet individu dans votre humanisme. N'avez-vous pas une vision classique de l'humanisme dans lequel vous vous intéressez à retrouver des individus "*spatiaux*" ? N'avez-vous pas omis d'essayer de retrouver des individus dans le temps, des individus qui sont à un autre stade des rapports sociaux ? Où sont tous ces gens qui sont en dehors de notre monde, non parce qu'ils sont des "*sauvages urbains*", mais parce qu'ils sont dans un monde de connexions entre individus différents ? Comment peut-on s'y intéresser ?

Joël Roman

Je ne crois pas qu'ils soient dans un autre monde. Je ne crois pas à la métaphore selon laquelle le virtuel est un autre monde. Cette métaphore dit beaucoup sur nos habitudes, notre environnement et notre manière d'être, mais ce n'est pas un autre monde. Les gens mangent, dorment, ils sont dans ce monde-ci, ils y naissent et y meurent. La question de l'emprise de l'humanité sur les conditions de naissance de l'homme peut se poser, mais c'est un autre débat. Ne surestimons pas les effets de cette virtualisation.

Cependant, je pense que cette question du virtuel a un rapport direct avec la question du "*comment vivre ensemble*". Les communautés créées dans ce monde virtuel sont des communautés électives, choisies, donc par définition exclusives. Il s'agit donc de la négation même de la communauté politique, qui se définit fondamentalement du fait de ne pas être choisie. Il est important d'avoir des communautés choisies ; nous ne sommes pas obligés de subir nos semblables tout le temps. Mais s'il existe un endroit où nous devons subir nos semblables, c'est le politique. Construire l'idée de la Nation, de la communauté politique comme un club est un contresens profond sur ce qu'est une communauté politique. Donc les communautés virtuelles ne peuvent être que partielles, parce qu'elles sont électives.

Jean-Pierre Mignard

Est-ce qu'Internet diminue ou permet une plus grande altérité ? Je pense que c'est un support de langage et d'expression qui traduit un besoin de curiosité et donc un besoin d'aller vers les autres. Le seul problème, c'est si l'on passe trop de temps sur Internet, si l'on n'a plus que des relations virtuelles. Mais ce n'est pas plus dangereux que les personnes qui passent leur vie au téléphone. Cela pose la question des modes de relation aux autres par le *medium*. Ce n'est pas le *medium* qu'il faut mettre en cause, c'est la difficulté de relation aux autres qui entraîne le fait que l'on se satisfait du *medium*. Mais ce n'est pas le *medium* qui cause la difficulté de relation aux autres.

Deuxièmement, Internet est un lieu où le droit intervient pour réguler les relations sociales et humaines. Ce n'est pas une zone de non-droit. Le droit du respect de la personne, de la protection des groupes et des sociétés intervient comme dans l'espace public.

Pour moi, cela peut faciliter la curiosité. Les mobilisations humaines sur Internet, les opportunités de rencontre sont considérables. Internet est une extraordinaire possibilité de connaissance et de diffusion des mœurs des uns et des autres. On le voit par exemple pour les étudiants chinois ou tunisiens : Internet est une voie de passage du droit contre les régimes qui les oppriment.

Thierry Gaudin

J'ai parlé tout à l'heure des séismes d'origine scientifique au XXème siècle et je n'en ai cité qu'un, celui du code génétique. Le deuxième a un rapport avec l'idée générale du fonctionnement du vivant depuis les origines de la vie jusqu'aux êtres complexes et collectifs que nous connaissons. Ces éléments ont été expliqués dans le livre de Jean-Claude Ameisen,⁸ "*La sculpture du vivant*" qui parle du suicide cellulaire. Il se produit lorsque les cellules ne reçoivent plus de message. Cela veut dire que c'est l'information qui donne la vie.

Lorsque l'on observe les doctrines politiques, on voit qu'elles ont toujours un soubassement qui est une certaine idée de la vie. Aujourd'hui, la nouvelle vision de la vie est plus proche de ce que le philosophe Simondon appelle "*l'individuation*", c'est-à-dire la constitution à partir d'éléments séparés d'un tout dans lequel ces éléments coopèrent entre eux. La vie est aujourd'hui faite beaucoup plus de coopération que de concurrence. Nous sommes chacun fait de 60.000 milliards de cellules qui coopèrent entre elles et ça marche. Si l'on transfère à un registre collectif, on voit qu'il y a une individuation collective, avec la constitution d'associations, de groupes politiques... Le mouvement prime le fixe. On voit que les individus peuvent manifester des pulsions autodestructrices, qui se lisent assez facilement à la manière d'Ameisen : lorsque les premières cellules se développent, elles sont toutes identiques, puis

⁸ Jean-Claude Ameisen : "*La sculpture du vivant – Le suicide cellulaire ou la mort créatrice*", Points Poche, décembre 2002.

elles se spécialisent, elles se reconnaissent des rôles différents les unes des autres ; celles qui n'ont pas de rôle se suicident. C'est la sculpture du vivant.

Ces constats posent des problèmes politiques et juridiques majeurs, mais il faudrait trouver un endroit pour les regarder en face. C'est quelque chose qui touche chacun d'entre nous dans son quotidien et dans l'organisation politico-sociale.

Questions

- Je suis restée sur ma faim sur la définition du politique. Je pensais que la politique était "*ce qui essaye de réconcilier la nécessité avec la vertu*". Quelle est la nécessité ? Il me semble que c'est le mélange des personnes et la convergence des modes de vie au niveau mondial, mais il faut en tirer des conséquences.

- Avez-vous l'impression que le politique parvient à poser concrètement les problèmes décrits dans votre discours ?

- J'ai le sentiment qu'il y a confusion entre deux modes d'analyse, une confusion de vocabulaire qui nous fait passer de la statique au mouvement, de l'historique au devenir sans que ce soit très clair.

Thierry Gaudin

Les transformations des systèmes techniques du passé se sont accompagnées de transformations de la philosophie et de la spiritualité. Dès le VI^{ème} siècle avant J.C., il y a des interrogations portant sur les questions qui nous concernent aujourd'hui. Simultanément, on a le Tao et Confucius en Chine, Bouddha en Inde et les Présocratiques en Grèce. Tous veulent distinguer ce qui est de ce qui n'est pas, vraisemblablement parce qu'ils ont tous été saturés des messages des "*vendeurs*" et veulent repartir sur des bases plus saines. C'est en même temps le développement de la démocratie.

Lorsque le paysage concret change, l'homme s'adapte, son mental et ses représentations abstraites évoluent, y compris ses représentations religieuses et politiques. Je trouve donc assez légitime l'analyse commençant par regarder les faits. Comme vous, j'ai été éduqué dans un monde d'abstractions, comme si les abstractions devaient régir le monde. Mais en vieillissant, on voit que les abstractions sont un construit et qu'à chaque fois il faut regarder dans quel contexte elles ont été construites.

Jean-Pierre Mignard

La politique est un outillage noble, elle est en mesure d'exprimer des besoins. Aujourd'hui, la question de la sauvegarde de la planète pose la question de la mise en place d'institutions

aptes à appréhender l'importance du problème, puis à mobiliser les énergies dans un sens solidaire pour y faire face. Le droit de tous à pouvoir se protéger, à avoir un environnement durable est aujourd'hui une question politique majeure. Il faut donc appréhender le fait qu'il y a une espèce humaine et que cette espèce, dans sa totalité, est menacée. Sommes-nous en mesure d'appréhender cette question ?

Je suis frappé qu'en France, en 2003, 15.000 personnes sont décédées dans des conditions épouvantables et que l'on a occulté cette catastrophe énorme. Dans quelques années, les historiens du climat, débarrassés de nos angoisses, verront dans le drame de 2003 un des premiers signes majeurs de la catastrophe humaine liée au réchauffement climatique. Je me réjouis du Grenelle de l'environnement qui s'est déroulé il y a quelques semaines, mais le drame vécu a accouché d'une souris. Je m'étonne qu'il nous ait fallu tant de temps pour faire ce Grenelle.

L'enjeu en termes de tension se situe à ce point précis : est-ce que je me sauve avec les autres ou est-ce que je pense pouvoir me sauver tout seul ? Est-ce que j'appartiens à la même espèce que les autres ? Est-ce que certains ne méritent pas mieux que les autres d'être sauvés ? La question de l'hospitalité est au cœur de l'humanisme, comme le dit Derrida. Il parle de "*loi inconditionnelle de l'hospitalité illimitée*". Nous savons qu'avec le réchauffement climatique il va y avoir des mouvements de population, qui risquent d'être des exodes. Que valent nos débats par rapport à ces mouvements ? Comment la politique va-t-elle réagir ? Elle réagira en fonction des diverses pressions qui s'exercera sur elle. Le champ politique est par définition le champ du compromis. Donc, demandons-lui d'adopter le compromis le plus favorable aux drames qui menacent le groupe humain.

De même, pour les étrangers, la question ne se pose-t-elle pas en termes de liberté de circulation ? Je renverse totalement la question. Est-ce que les familles africaines veulent absolument venir s'installer chez nous pour terminer sur des vieux matelas Rue de la Banque ou ailleurs, pour vivre en rasant les murs de peur d'être contrôlés ? Je ne suis pas persuadé que les familles soient absolument heureuses de venir travailler chez nous ou d'y vivre dans ces conditions. Peut-être serait-il mieux de permettre aux hommes et aux femmes d'avoir une liberté de circulation, de leur permettre de rentrer et sortir librement et de rapatrier leur salaire à des familles qui resteraient dans leur pays. Il faut peut-être pouvoir totalement changer notre ordre mental.

Question

On parle beaucoup de la question de respect. Il me semble qu'il y a de moins en moins de respect pour l'autre.

Jean-Pierre Mignard

Levinas dit "*le respect, c'est le regard à distance*", c'est-à-dire au-delà de ce que l'on redoute.

Questions

- Ne pensez-vous pas que le territoire détermine l'humanisme des communautés qui y vivent et comment faire pour faire cohabiter en France différents humanismes sur le territoire national ?

- Comment les politiques peuvent-ils se nourrir des points de vue, comme ceux que nous venons d'entendre ? Dans la complexité actuelle, y a-t-il des gens qui ont un recul suffisant pour dire si nous sommes à un moment de tournant considérable ? Ce point de vue se confond assez vite avec un point de vue plus scientifique, qui mettrait l'accent sur des aspects technologiques au détriment de choses plus concrètes, qui se vivent au quotidien, dans la reconnaissance de l'autre. Comment articuler vos points de vue ? Comment le politique devrait se nourrir du point de vue du prospectiviste ?

- Vous avez abordé le fait religieux. On ne peut refonder la politique sans remettre à plat la concordance entre les faits religieux, les monothéismes et leurs incidences sur le politique.

Jean-Pierre Mignard

En France, la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat me semble un bienfait, mais malheureusement, elle est comprise par beaucoup comme une séparation des deux lobes du cerveau. Je trouve aberrant que les partis de droite comme de gauche n'analysent pas les conséquences des faits religieux. Il devient difficile pour un croyant monothéiste de ne pas réfléchir aux autres religions. Comment aujourd'hui une direction politique d'un grand parti laïc peut-elle envisager la manière dont les citoyens vont vivre, sans voir ce qui se passe au niveau des religions ? Les partis doivent non pas se convertir mais comprendre ces phénomènes.

Thierry Gaudin

Sur les problèmes de décisions politiques, je suis effectivement surpris de ne pas voir de décision politique importante sur le climat et les carburants par exemple.

On a parlé tout à l'heure de la concurrence et de la coopération. Si l'on prend le cas précis de l'aéronautique, EADS a un projet d'avion à hydrogène. On peut croire que c'est quelque chose que nous avons intérêt à développer à l'échelle mondiale. Mais nous sommes dans un état de concurrence entre EADS et Boeing. Tant qu'on reste sur un système de concurrence mondiale, ni l'aéronautique, ni l'automobile, ni aucune de grandes entreprises ne changeront par rapport à la direction qu'elles ont actuellement. Il y a quelques jours, à l'UNESCO, Hubert Reeves a expliqué qu'il y avait eu cinq grandes disparitions d'espèces dans l'histoire, la dernière étant

celle des dinosaures. Il a affirmé que la sixième avait commencé. Cela s'accompagne de la destruction des grands sites de la biodiversité planétaire que sont les forêts tropicales humides et des récifs coralliens. Il n'y a pas eu de prise de décision politique claire et à l'échelle du problème. Il ne faut pas croire que la préservation de l'écosystème va se faire tout seul.

Joël Roman

Le politique a toujours eu la même fonction : permettre le vivre-ensemble. La différence fondamentale, c'est que l'on a internalisé, dans cette question du vivre-ensemble, des choses qui auparavant n'en faisaient pas partie. Il y a bien sûr la question de l'écosystème, mais il y a également la question : "*qu'est ce que c'est que de faire une communauté politique ?*" qui était auparavant prise en charge par le religieux. Aujourd'hui, c'est une question politique.

Changer de valeurs, ou les réinventer ?

Animation des débats :

Bettina Laville, présidente de Convictions

Intervenants :

Philippe Lemoine, président de LaSer, fondateur de *"Modernités"*, auteur de *"La nouvelle origine – La France levier d'un autre futur"*⁹

Alain Touraine, sociologue, auteur de *"Un nouveau paradigme pour comprendre le monde d'aujourd'hui"*, *"Penser autrement"*¹⁰

Jean-Baptiste de Foucauld, président de Solidarités Nouvelles face au Chômage (SNC), administrateur de Convictions

- ■ -

Bettina Laville

Nous avons le plaisir d'accueillir le maître, Alain Touraine, et l'élève, Philippe Lemoine. J'ai lu notamment *"Penser autrement"* d'Alain Touraine et *"La nouvelle origine"* de Philippe Lemoine et je trouve qu'il y a beaucoup de choses communes. En particulier, vous développez chacun le fait que l'individualisme est une richesse collective pour relancer la société. Vous avez deux pensées qui vont complètement au-delà des discours politiques ambiants et qui nous conduisent non pas à envisager le futur en état de sidération par rapport aux dangers qui nous guettent, mais en état d'appropriation. Je donne d'abord la parole au maître...

- ■ -

⁹ Philippe Lemoine : *"La nouvelle origine – La France levier d'un autre futur"*, Publik, mai 2007.

¹⁰ Alain Touraine : *"Un nouveau paradigme pour comprendre le monde aujourd'hui"*, Lgf, mai 2006 ; *"Penser autrement"*, Fayard, octobre 2007.

Intervention d'Alain Touraine

J'aimerais vous parler de trois ou quatre notions dans leur interdépendance qui me semblent constituer un socle pour entrer ensuite dans une série d'analyses sur la société dans laquelle nous vivons.

Je commencerai par la notion la plus difficile à comprendre : la fin du social. Son appellation même ne va pas de soi. On parle de globalisation, mais il n'y a presque pas d'institutions capables d'agir au niveau mondial, donc la base de notre société ne fonctionne plus. Par conséquent, les institutions se réorganisent sur une base nouvelle, inconnue, ou perdent de leur force parce qu'elles devaient se lier à l'économie. Certes, l'économie est mondialisée, mais il n'y a pas de société mondiale, d'institution mondialisée. Quand nous parlons de "crise" de la famille, de la ville, des partis politiques, nous disons une chose profonde et juste. En effet, tout cela est en l'air, séparé de l'économie, sans prise sur l'économie. Je crois qu'il faut accepter cette idée que les institutions sont affaiblies. Cela ne s'applique pas à l'Etat national. Le social, qui comprend l'économie, est dans les cieux ; ensuite, il y a un trou et, en bas, il y a des individus.

Pour moi l'individualisme a trois manifestations principales :

- La première est une définition négative : la désocialisation. C'est quelque chose de considérable. Avant, on appelait l'éducation "*la socialisation*" ; aujourd'hui, personne ne parle comme cela. De même si l'on demande aujourd'hui la définition du rôle de la famille, personne ne répond qu'elle sert à transmettre un patrimoine aussi bien matériel que culturel. Mais on répond qu'elle est indispensable pour qu'un enfant tienne sur ses jambes, qu'il intériorise une autorité qui est en même temps une relation affective. Pour l'école, autrefois, on disait que c'est en devenant un citoyen que l'on devient un individu. Aujourd'hui, personne ne dit cela ; on dit que l'école doit être centrée sur l'enfant. La nature de la relation enseignant-enseigné a plus d'effets sur les résultats scolaires que l'origine familiale. Donc le premier aspect est la désocialisation et ses phénomènes qu'il ne faut pas sous-estimer, c'est-à-dire la crise des enfants, la crise des grandes villes... Nous n'étions pas habitués à reconnaître comme faisant partie du cœur de la société cette décomposition d'une partie non négligeable de la population.

- La seconde chose est importante : celui qui dit "*individu*", dit souvent "*identité*". Mot peut-être le plus dangereux aujourd'hui, car celui qui dit "*identité*" dit "*communauté*". Tous les individus qui ont la même identité forment une communauté. Le thème de la communauté est le péché de cette société, au même titre que le léninisme a été le péché de la société industrielle. Le résultat est le même : c'est la dictature de la pensée unique, le tout formé d'individus tous identiques.

- Il y a une troisième voie, celle pour laquelle je me bats contre beaucoup de monde. C'est ce que j'appelle le sujet. Nous avons trouvé un principe de légitimité, d'évaluation du bien et du

mal extérieure à nous et donc qui s'imposait à nous. Il s'agissait de la tradition des ancêtres, d'un message divin, puis de la loi, et de la société. Peut-on dire que ce qui est bien c'est ce qui est bon pour la société ? Qu'est ce que ça veut dire ? Nous ne savons plus, puisque nous vivons la fin du social. Que faire alors ? Se libérer, par delà le bien et le mal. Dans ce monde en transformation, ce monde de flux et de réseaux, je peux perdre toute unité, je réagis à des stimulations, je n'ai aucune personnalité. Mais je peux aussi dire "*moi, individu, j'affirme que le principe de légitimité des actions humaines c'est leur droit d'être un individu*". L'être humain s'est toujours défini comme un être capable d'expression symbolique. Nous avons toujours eu la capacité par le langage, le dessin, la religion, de nous mettre en face de nous-mêmes, de nous fabriquer un double. Aujourd'hui, nous revendiquons notre droit à être un individu, c'est-à-dire notre droit d'avoir des droits.

Vers la fin du XVIIIème siècle, on a beaucoup parlé des droits de l'homme. Ensuite arrive la société industrielle et cela disparaît complètement. Depuis quelques décennies, ce thème revient sous la forme la plus simple, par l'humanitaire par exemple, mais c'est beaucoup plus profond que cela, partout dans le monde. Partout, on entend trois revendications : je veux être traité comme un être humain ; je veux qu'on respecte ma dignité ; je ne veux pas être humilié. Notre pensée, nos actions, nos représentations sont fondamentalement dominées par cela. Tout ce qui touche à la définition de l'individu comme un être humain, c'est-à-dire un homme capable de se légitimer lui-même en se transformant en être de droit, est fondamental. L'aspect le plus noble du droit dans notre civilisation est de défendre l'individu contre l'Etat. C'est une préoccupation devenue absolument centrale.

Tout ce que je viens de dire, on peut le dire avec l'esprit des Lumières. Il y a de l'universel dans chaque individu et donc chaque individu est porteur de droits universels. Le monde repose sur deux affirmations fondamentales : nous croyons en la raison et nous croyons en l'existence des droits de l'homme. Ces deux idées sont inscrites sur ma carte d'identité culturelle.

On arrive alors au problème suivant : comment combiner l'unité de l'universel et la diversité, les différences ? Il y a deux positions inacceptables dont il faut se débarrasser tout de suite :

- La première consiste à dire : l'universel, c'est un pays, une catégorie sociale qui est le porteur de l'universel. Donc les autres sont des gens inférieurs, on va les coloniser. Beaucoup de gens pensent ainsi que l'universel c'est la France !

- La seconde à dire : il n'y a rien de commun, tout est différent. Nous sommes dans un monde de multiculturalisme complet. Donc, si nous sommes dans des cultures différentes, on ne se comprend pas et le seul moyen de se comprendre c'est le fusil... C'est pour cela que l'on se tue le plus aujourd'hui.

Il faut donc trouver une autre réponse pour combiner l'universel et les différences. Pour moi, c'est assez simple, il faut distinguer la modernité, c'est-à-dire l'universel reconnu dans l'individu, et "les" modernisations, c'est-à-dire les chemins que nous suivons les uns et les autres pour aller vers cette modernité. Je parle "*des*" modernisations parce que l'on ne fait pas du neuf qu'avec du neuf, on fait aussi du neuf avec du vieux. Nous vivons avec une mémoire

collective, des habitudes alimentaires, familiales... L'Europe n'a pas eu un mode de modernisation, mais plusieurs très différents.

Il y a donc une étroite association entre la fin du social, l'opposition majeure entre communautarisme et "*subjectivation*", entre la modernité et "*les*" modernisations. Par conséquent, la vie politique, collective doit être essentiellement dominée par la défense de l'individu en tant que sujet. On ne peut devenir un individu qu'en se libérant, en obtenant sa liberté de l'Etat ou de la famille... Nous avons donc besoin de repenser l'organisation sociale et tout ce qui est porteur de normes. Nous devons concevoir des conduites normatives organisées autour de la reconnaissance de moi comme sujet et par conséquent de l'autre comme sujet de vous, de nous...

- ■ -

Intervention de Philippe Lemoine

Je suis persuadé qu'une des questions très lourdes qui pèse à l'heure actuelle sur le monde est la question du sens. Je pense que l'on a besoin d'absolu, d'avoir du sens et que l'on en manque totalement. J'ai eu plusieurs occasions de travailler dans les technologies de l'information. J'étais chercheur en informatique. Il y a dix ans, j'ai créé "*L'Echangeur*" à Paris où se forgeait la rencontre entre le monde de l'entreprise et Internet et une réflexion sur la nouvelle économie et les changements que cela représentait. J'ai été alors témoin d'une forme d'enthousiasme et je me demandais s'il était seulement dû à l'envie de gagner de l'argent. J'en suis arrivé à la conclusion que "*non*". Cet enthousiasme était lié à une crise des systèmes de pensée, de représentation...

Une technologie interactive, 24 heures sur 24, dans le monde entier, donne l'illusion d'être en prise avec le monde d'aujourd'hui. Il n'y a rien de plus dramatique que de laisser vivre ce genre d'illusion. C'est révélateur d'un désarroi conceptuel et cela ne fait que renforcer les questions. On va passer à l'échelle de l'atome, avec des changements considérables. On vit aujourd'hui avec la version 4 du protocole Internet qui donne la possibilité de gérer quatre milliards d'adresses. Ce n'est pas suffisant. En Chine et en Inde, il y a un phénomène de raréfaction des adresses Internet, on va donc renouveler le protocole Internet et aller directement vers la version 6, qui permettra de connecter tous les humains, tous les objets qui entourent les humains, qui permettra d'avoir 650 millions de milliards d'adresses au millimètre carré terrestre. L'idée est de pouvoir "*adresser*" chaque atome. Cela donne une sorte de mesure de la démesure. Il y a un problème de manque de sens et de finalité. Une course est engagée et risque de déboucher sur des violences et sur des guerres.

Il n'y a pas de sociétés humaines qui n'ont pas vécu avec un horizon explicite. Au XVIIIème siècle, on allait plutôt chercher cet horizon dans l'espace, le voyage. A partir du XIXème siècle, on le voyait dans le futur, dans le progrès. Qu'est ce qui, aujourd'hui, pourrait être un

horizon auquel on pourrait croire ? C'est ce qui m'a amené à m'interroger sur la notion de modernité. Je pense qu'il y a une historicité de la notion de modernité. Ce n'est pas exactement la même entre les différents moments. L'individu et les valeurs universelles sont des notions en profonde redéfinition. La notion d'individu est aujourd'hui moins employée que la notion de personne, beaucoup plus vague. La manière dont les individus se situent par rapport à l'identité me semble être un problème en très forte évolution. L'identité héritée est en crise depuis pas mal de temps. Pour la génération du baby-boom, on concevait l'identité comme vouloir revivre à grande échelle le rêve des artistes romantiques du XIX^{ème} siècle, c'est-à-dire vivre sa vie comme une sorte de construction d'une œuvre théâtrale, artistique, avec une succession de scènes. Ce n'est pas la conception d'aujourd'hui. Un des points clés de la vie pour les jeunes est de vivre en simultanément plusieurs identités.

Autre leçon des travaux que l'on a faits : en France, on aborde ces questions à travers le prisme du débat d'idées devenu assez atone sur ce genre de sujets depuis plus d'une vingtaine d'années. Jusqu'à la fin des années 1970, la France était très en avance sur toutes ces questions sur les transformations de la société, les nouvelles technologies, l'économie... Il y avait de nombreux débats, des concepts que des philosophes français avaient lancés comme la société post-moderne. Tout cela a été arrêté en France au début des années 1980. Pour moi, il y a un livre clé, publié en 1985, "*La pensée 68*"¹¹ de Luc Ferry et Alain Renault. Foucault, Althusser... à la trappe, alors qu'à l'étranger on se base largement sur des idées françaises.

De même, la recherche dans le domaine technologique était ensemencée par des idées d'origine française. Par exemple, le premier grand chat sur Internet s'appelle "*D. and G. List*", c'est à dire Deleuze et Guattari. Ce sont des gens qui ont débattu de ces sujets.

Autre élément : il n'est pas illégitime de revendiquer du droit à l'utopie, un droit à considérer que l'on peut écrire un avenir et que toutes les questions ne se résument pas à la question du pouvoir. Comme l'a dit très bien Myriam Revault d'Allonnes, dans son livre "*Le pouvoir des commencements. Essai sur l'autorité*",¹² l'autorité inclut le pouvoir de s'autoriser à penser différemment.

C'est pas mal d'être dans un pays révolutionnaire. On n'est pas dans un pays réformiste, ni en politique, ni en art, ni dans la vie des entreprises. Dès qu'on parle de changement radical, il y a une captation de l'imaginaire pour aller vers la noirceur, la destruction, vers des images négatives. Je pense qu'il faut arriver à capter l'imaginaire pour aller vers des images positives. Il faut réfléchir à des choses qui aspirent à des visions révolutionnaires positives.

¹¹ Luc Ferry et Alain Renault : "*La pensée 68 – Essai sur l'anti-humanisme contemporain*", Gallimard, collection Folio Essais, janvier 2001.

¹² Myriam Revault d'Allonnes : "*Le pouvoir des commencements – Essai sur l'autorité*", Seuil, collection Couleur des Idées, janvier 2006.

Cela me donne une transition vers mon livre, "*La nouvelle origine*",¹³ dans lequel j'essaie de voir quelles seraient les forces et les personnes sur lesquelles s'appuyer pour engager quelque chose de différent. Je vois ces forces en termes d'alliances entre des milieux différents.

Je crois beaucoup aux artistes. Ils ont un rôle d'autant plus important à jouer qu'il y a une sorte de promesse latente liée à cette histoire de nouvelle technologie et de nouvelle configuration du monde des médias. Lorsqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, l'industrie pénètre l'univers des biens de consommation, les industriels eux-mêmes se demandent l'intérêt de produire en série des biens de consommation. Ces interrogations se posent surtout en Allemagne, en Scandinavie et en Autriche. La réponse donnée est que la production en série d'objets du quotidien doit servir à démocratiser le beau.

Aujourd'hui, de la même manière, il y a une promesse latente liée aux technologies de l'information. Non seulement, on va permettre un accès plus généralisé au beau, mais, en plus, on va permettre un accès à la création. Comment donner de la réalité à une notion de développement personnel au point de se situer comme personne créatrice ?

Au cœur de cette mutation, je pense aussi que l'univers des entreprises est très important. Leur forme d'implication dans la société évolue à toute allure. Michaël Porter explique que trois périodes se sont succédées : celle où les entreprises ne se préoccupaient pas d'enjeux de société ; la période de responsabilité sociale d'entreprise, dont on est en train de sortir, où les entreprises essayent de se donner des valeurs, une image, sur des causes les plus diverses ; enfin, l'implication des entreprises sur un nombre beaucoup plus limité de sujets qui combinent des enjeux de société et des enjeux économiques, la santé, l'environnement... Au mois d'octobre, nous avons abordé ces questions dans un débat sur le thème "*L'engagement des entreprises peut-il être sincère et authentique ?*". Les entreprises se définissent de moins en moins par des secteurs économiques et de plus en plus par des valeurs transversales.

L'universel suppose une implication forte d'un monde militant. Il y a une urgence, celle du rapprochement entre le militantisme écologique et tout ce qui passe en matière d'analyse critique des technologies de l'information. L'écologie est devenue une espèce d'immense corps sans tête – je ne sais pas où est la tête qui gouverne cela – alors que le monde de l'analyse critique des technologies de l'information est une immense tête avec beaucoup de questions, mais qui n'a pas de corps, d'existence politique. Le rapprochement des deux est un sujet assez intéressant.

J'ai été frappé par la méconnaissance en France d'Anthony Giddens, considéré dans le monde anglo-saxon comme un très grand philosophe. Dès 1987, il se pose la question de la transformation de l'intimité et du rapport à soi comme enjeu démocratique, à partir du moment où les identités sont de moins en moins héritées mais "*bricolées*". Chacun a une identité peut-être originale mais surtout fragile et, pour arriver à assumer cette identité fragile, on est prêt à n'importe quoi, à terroriser les autres, à chercher dans leur regard que l'on existe bien. Heureusement qu'il y a en face des "*revendications de relations pures*" dit Giddens. C'est le

¹³ Philippe Lemoine, op. cit.

problème de la continuation de la démocratisation au-delà de l'appareil d'Etat et pourtant le politique ne le prend pas en compte. Anthony Giddens se donne la tâche de trouver un homme politique sensible à cette question de l'identité... et il devient le coach de Tony Blair.

On retrouve cela avec Clinton, dans son livre "*Ma vie*"¹⁴ ; c'est assez remarquable comme regard de soi sur soi. Ma seule déception c'est que Blair ait pu confondre le goût de Nicolas Sarkozy pour la communication avec un travail de même nature. Si on se met à concevoir la politique comme le fait de faire fonctionner des alliances entre des mondes différents, c'est alors l'authenticité des personnes qui fonctionne. La place du politique n'est pas seulement une place d'occupation et d'exercice du pouvoir, mais une place de reconquête de l'autorité et du système d'articulation entre des gens qui sont dans des logiques différentes.

Enfin, on ne peut parler d'espoir sans parler des jeunes. Ma génération, celle des *baby-boomers*, s'est attribuée le qualificatif de "*jeune*". Pour dire qu'on est dynamique, on dit "*je suis jeune*" – ce qui signifie : "*on n'a pas besoin des autres*". Avant, dans les discours de De Gaulle, Mendès-France, on parlait de la jeunesse. Aujourd'hui, on n'en parle plus, on parle des quartiers... Le problème des jeunes est que toutes les générations qui ont suivi celle des baby-boomers ont été de plus en plus restreintes en taille et de plus en plus hétérogènes. Les jeunes n'ont qu'un facteur pour être conscients de leur force à l'échelle mondiale, c'est que 50% de l'humanité a moins de 25 ans. Tout ce qui leur sert à être connectés au monde leur permet d'exprimer un point de vue, une différence. Les Américains parlent des *baby-boomers*, ensuite des "*X-generation*" – les générations qui n'ont pas d'identité claire – et maintenant ils parlent des "*echoers*", qui font écho aux préoccupations des baby-boomers. Les préoccupations sont souvent les mêmes, mais les moyens d'action sont totalement différents. Il y a de quoi faire des alliances intergénérationnelles. C'est ce qui m'a plu dans l'histoire de la deuxième gauche : l'alliance entre plusieurs générations, entre des gens qui n'avaient pas eu les mêmes combats. C'était beaucoup plus riche qu'un mouvement avec une seule génération.

- ■ -

Intervention de Jean-Baptiste de Foucauld

La question du sens est désormais centrale. On pourrait définir la démocratie comme le lieu où l'on cherche du sens ensemble. Cela implique que l'on fasse d'abord un travail de "*remise à l'endroit*" de l'économie. Pour moi, elle ne fonctionne pas à l'endroit, elle est déconnectée des besoins humains fondamentaux, c'est-à-dire les besoins matériels, spirituels et relationnels. J'ai développé cela dans un livre,¹⁵ donc je n'y reviens pas.

Contrairement à Philippe Lemoine, je ne crois pas aux artistes. Je ne crois pas que c'est la culture qui produit du sens, mais que le sens produit de la culture.

¹⁴ Bill Clinton : "*Ma vie*", éditions Odile Jacob, juin 2004.

¹⁵ Jean-Baptiste de Foucauld : "*Une société en quête de sens*", éditions Odile Jacob, octobre 1995.

Pour répondre à l'exposé d'Alain Touraine, je veux dire que je travaille sur la question de la reconnaissance. Alain Touraine nous a dit qu'il fallait penser l'organisation sociale en fonction de la reconnaissance. C'est fondamental. Mais la reconnaissance ne repose pas seulement sur les lois, mais également sur la confiance, le lien social et l'insertion dans la société qui donne l'estime.

Je pense que nous sommes à une époque tragique. Il y a un tragique social devant nous et un tragique écologique, tant qu'on ne remet pas l'économie sur ses pieds avec un nouveau concept de richesse.

Pour moi, la question de la gauche est de savoir comment elle met en scène le tragique. Elle l'a mis en scène avec la lutte des classes, mais aujourd'hui on ne sait pas quel est le tragique de la gauche, elle ne dit rien. Donc, cela ne peut pas marcher. On ne mobilise pas s'il n'y a pas une espèce de dénonciation et on ne peut fabriquer un humanisme tout seul. Un humanisme s'oppose forcément à quelque chose. Je pense que nous serons obligés de retravailler sur cette dimension pour sortir du monopole de l'"un".

Il y a aujourd'hui du tragique, de l'épreuve, mais il y a aussi du miracle, de l'émerveillement. Nous sommes obligés de travailler avec les deux. La gauche ne sait pas bien faire cela. Elle a oublié le tragique, elle doit à la fois dénoncer l'idéalisme qui nie le tragique, le cynisme qui essaye d'en profiter ou la radicalité qui rêve de supprimer le tragique. Il y a donc un vrai créneau. Mais, en même temps, il faut accepter le miracle et s'interroger sur ses sources. La gauche ne peut pas non plus faire l'économie d'une réflexion spirituelle. Et pour revenir à mon point de départ, ce serait bien d'obliger à définir la démocratie comme une valeur spirituelle en tant que telle.

- ■ -

Questions, échanges, débats

Philippe Lemoine

J'aimerais revenir sur l'incapacité de la gauche à mettre en scène un certain nombre de choses. Les forces écologiques essayent de mettre en scène, pourquoi cette vision politique ne réussit-elle pas plus ?

Jean-Baptiste Foucauld

Je pense que la gauche écologique dénonce, mais a un problème de cohérence. La gauche écologique dénonciatrice ne peut parler du social qu'en développant le productivisme. Ils demandent plus de social et, en même temps, ils sont plus écologiques. Mais pour faire plus

de social, il faut développer le productivisme. Le problème de la dénonciation écologique est son incohérence. Le problème de la gauche réformiste, c'est qu'elle est entrée dans le système et qu'il n'y a plus de critiques fortes. Quant à la gauche radicale, elle ne veut surtout pas arriver au pouvoir, elle est purement dénonciatrice.

Thierry Gaudin

Le concept de reconnaissance est la maille élémentaire du vivant. Le degré zéro de la reconnaissance, c'est la reconnaissance immunitaire. Effectivement, elle se décline depuis l'échelle de la cellule jusqu'à la reconnaissance diplomatique.

J'ai une question pour Philippe Lemoine : Nicolas Hulot et Al Gore ne se sont pas présentés aux élections. Est-ce que cela signifie que le mode traditionnel de la politique est en train de céder le pas à d'autres modes ?

Philippe Lemoine

Je suis membre de la commission "*Informatique et Liberté*" et les politiques membres de cette commission qui acceptaient d'être dans une sorte de rapport d'"*infériorité*" avec leurs collègues étaient méprisés. Depuis Al Gore, ils se sont rendus compte que l'on pouvait faire un vrai parcours politique sur des thèmes atypiques. Cela a changé leur manière de se comporter. Mais je ne pense pas que le problème soit bien traduit par le seul personnage candidat à une élection présidentielle.

En France, la priorité est le débat d'idées, ensuite d'accorder de l'importance aux émotions, y compris la colère, l'indignation. On n'entend pas aujourd'hui à gauche une capacité d'indignation propre. Il faut reconquérir des capacités émotionnelles.

Bettina Laville

Les artistes parlaient beaucoup plus que les autres de la crise écologique, il y a vingt ou trente ans. Je suis d'accord avec Philippe Lemoine sur l'importance des artistes.

On voit bien dans tout ce que vous dites qu'il y a quelque chose de tragique. Quand vous parlez de la fin du social, de la perte de sens, des émotions, ce sont des débats qui ne sont pas actuellement dans le débat politique. Il y a demain un atelier "*Rénover la gauche*" dont les sujets sont totalement abrasifs tellement ils sont désespérants. Nous avons un monde qui contemple tous les autres en s'isolant de plus en plus et qui n'arrive pas à être innervé par tout ce qui se passe. C'est ce qu'il faut dénoncer et essayer de résoudre. Toutes les interventions étaient passionnantes, mais toujours "*à côté*" du politique, bien qu'on veuille en parler. Tout simplement parce qu'on n'arrive pas à nourrir ce politique.

Alain Touraine

En effet, à l'heure actuelle les problèmes politiques ne sont pas prioritaires. Ils l'étaient quand l'objectif principal était la construction du politique, par exemple l'Etat national, l'intégration du territoire... Ensuite, l'économie internationale est apparue comme le lieu des décisions significatives. Aujourd'hui, la politique vient en dernier, parce que ce qui donne du sens, c'est le rapport de l'individu à lui-même. Si vous attendez de la politique qu'elle soit donneuse de sens, vous ne le trouverez pas et heureusement ! La politique a donné du sens à une époque, par exemple avec l'apparition de la conscience nationale. Aujourd'hui, il faut combiner la plannétarisation des problèmes économiques et l'appel au particulier. Je ne pense pas que la politique soit tellement désespérante, ce qui est désespérant, ce sont les partis politiques.

Célébrer ou transcender le travail ?

Animation des débats :

Roger Sue, professeur à l'Université Paris V Sorbonne

Intervenants :

Dominique Méda, sociologue, auteur de "*Le travail – Une valeur en voie de disparition*", "*Faut-il brûler le modèle social français ?*"¹⁶

Yann Moulier-Boutang, sociologue, auteur de "*Le capitalisme cognitif – La nouvelle grande transformation*"¹⁷

- ■ -

Roger Sue

Pour réfléchir de façon prospective mais aussi réaliste au sujet du travail, nous devons nous entourer de ceux qui, dans des perspectives différentes, ont produit une réflexion que je crois d'une grande profondeur, comme Dominique Méda et Yann Moulier-Boutang.

Il y a aujourd'hui un constat relativement consensuel, à gauche comme à droite, sur les formes de dérégulation du travail (quantitatives, avec le développement du travail par intérim, et qualitatives, du fait de l'entrée dans une économie de la connaissance). Ce qui l'emporte, c'est une vision traditionaliste, presque régressive du travail. On met en avant le modèle traditionnel de l'emploi, comme si tout ce qui se passait depuis trente ans n'était qu'une parenthèse par rapport à la norme de la fin du XIX^{ème} siècle en matière de travail. Or face à ce discours, on peine à discerner un contre-discours partant des mutations du travail pour ouvrir de nouvelles perspectives économiques, sociales et donc politiques. Il y a eu, par exemple, peu de résistance idéologique ou politique face aux attaques sur les 35 heures.

Est-il par conséquent possible de reformuler un discours politique d'avenir, fort, sur ce sujet ?

- ■ -

¹⁶ Dominique Méda : "*Le travail – Une valeur en voie de disparition*", éditions Flammarion, novembre 1998 ; Dominique Méda et Alain Lefebvre : "*Faut-il brûler le modèle social français ?*", éditions du Seuil, mars 2006.

¹⁷ Yann Moulier-Boutang : "*Le capitalisme cognitif – La nouvelle grande transformation*", Amsterdam Eds, mars 2008.

*L'apparent renouveau actuel de la valeur travail
peut-il refonder la gauche ?*

Dominique Méda

Je voudrais repartir des éléments de discours que le candidat à la présidentielle Nicolas Sarkozy a consacré au travail. N. Sarkozy a constamment fait l'éloge de "*ceux qui se lèvent tôt*" et vilipendé les paresseux, les tricheurs, ceux qui ne se bougent pas. La vision "*sarkozyenne*" du travail me semble totalement congruente avec celle qui a été forgée au XVIIIème siècle, et qui est bien décrite par Adam Smith. Chez Smith, le travail est à la fois un quantum d'énergie et un instrument de mesure, rendant toute chose comparable. Chez Smith, le travail c'est cette dépense d'énergie qui va permettre d'accroître la production nationale (d'où la condamnation des improductifs et des oisifs), ce qui permet à chaque individu d'apporter sa contribution et d'en retirer une rémunération, par le biais du salaire, mais c'est aussi ce qui fonde un ordre social totalement stable, non susceptible d'être remis en cause. Tous arc-boutés vers l'objectif partagé que constitue l'augmentation de la production, les individus manifestent, par leur travail même, la stabilité de l'ordre social, l'impossibilité de remettre celui-ci en cause. Mais chez Smith, même s'il est le moyen de créer la richesse, le travail reste considéré comme une peine, un sacrifice, une désutilité.

La gauche est, au contraire, à l'origine des deux autres apports conceptuels concernant le travail,¹⁸ celui du début et celui de la fin du XIXème siècle (Hegel et Marx, d'une part, la social-démocratie, d'autre part). Au début du XIXème siècle, notamment en France et en Allemagne, le travail commence à être considéré d'une manière radicalement nouvelle, comme la "*liberté créatrice*" des hommes : le travail est l'une des manières pour les hommes de transformer le monde et de se transformer eux-mêmes, de faire l'histoire. Hegel est l'un de ceux qui met le mieux en évidence ce rôle nouveau du travail dans l'histoire. Le travail n'est donc pas seulement un moyen de gagner des revenus, il est le moyen donné à l'homme de mettre partout de l'humain à la place du naturel, il est "*l'essence de l'homme*". Marx pousse cette manière de voir à son acmé en considérant que le travail n'est que l'autre nom de l'activité humaine : toute activité vraiment humaine est travail. Mais Marx sait bien que le travail qu'il a devant lui est aliéné et il oppose le travail réel aliéné et le travail tel qu'il sera lorsqu'il aura été libéré, lorsque les travailleurs se seront appropriés les moyens de production et que le lien salarial aura été aboli. Alors, le travail sera premier besoin vital.

A la fin du XIXème siècle, une troisième couche de signification est finalement ajoutée à ce concept de travail : la société salariale commence à se mettre en place, faisant du travail le système de distribution des droits, des revenus et des protections. Le mouvement social démocrate de la fin du XIXème siècle a conservé l'idée que le travail est en soi une valeur, qu'il transforme le monde et les hommes, qu'il permet d'aménager le monde, en oubliant les

¹⁸ Dominique Méda : "*Le Travail – Une valeur en voie de disparition*", op. cit. ; "*La fin de la valeur travail ?*", revue "*Esprit*", août-septembre 1995.

conditions que Marx y avait mises : le travail est désormais considéré comme une valeur, un moyen de réalisation et d'épanouissement, alors même que le lien salarial, loin d'avoir été aboli, est au contraire le lieu sur lequel s'accrochent les droits, notamment le droit du travail et le droit de la sécurité sociale. L'ambiguïté fondamentale de la gauche est là : ne pas avoir indiqué dans quelle mesure et jusqu'où il est possible de changer le travail en régime capitaliste, et ce qu'est appelé à devenir un travail duquel sont désormais attendus principalement un revenu et des droits. Ce travail là, au sein d'une société salariale et dans un régime capitaliste, est-il susceptible de permettre à tous de s'épanouir et de se réaliser ? Ne doit-il, au contraire, être considéré que comme un gagne-pain dont il faut sans cesse améliorer les conditions d'exercice ? Quelle est la représentation ultime du travail de la gauche ?

La gauche n'est, me semble-t-il, pas sortie de cette contradiction et de cette aporie : faut-il diminuer le temps de travail parce que le travail est encore une peine dont il faut limiter l'emprise ou parce que du temps doit également être consacré à d'autres activités, également source de satisfaction ? Si le travail est d'ores et déjà un moyen d'épanouissement pour tous, pourquoi limiter sa durée ? Sinon, à quelles conditions peut-il le devenir ?

Comment la gauche se situe-t-elle par rapport au débat engagé par toute une tradition philosophique, qui passe par Habermas et Gorz et dans laquelle je m'inscris, selon laquelle le travail est entraîné dans une telle logique de rationalisation que l'espoir de le transformer et de le libérer radicalement, pour en faire un lieu d'expression et de réalisation, est voué à l'échec dans les conditions actuelles. Pour Habermas, le travail n'est pas libéré, il ne le sera pas, il ne peut l'être : toutes les énergies utopiques ont été projetées sur le travail, mais le travail est soumis à la logique non seulement du capitalisme mais aussi de la bureaucratisation.

Qu'est-ce que le travail aujourd'hui ? Peut-il être libéré et à quelles conditions ? Ces questions, une partie de la gauche a cessé de se confronter directement avec elles. On fait comme s'il allait de soi que le travail était activité épanouissante et désirable alors que ce que disent les gens de la manière la plus claire c'est que lorsque le travail manque, toute possibilité d'une vie normale s'écroule. Quel travail voulons-nous et que sommes-nous prêts à faire pour le transformer ? Voulons-nous encore de la centralité du travail ? Quelles attentes le travail peut-il satisfaire ? Ces questions n'ont pas été réglées, d'où le malaise au moment des trente-cinq heures. Si le travail est en soi une pure joie, pourquoi tant d'acharnement à limiter sa place ? A cette époque ma position était claire : dans les conditions actuelles, chacun doit absolument pouvoir accéder au travail – comme Baudelot et Gollac l'ont mis en évidence, le travail est la condition sine qua non de la participation à la vie sociale – mais, d'une part, il existe d'autres activités extrêmement importantes pour la société et consommatrices de temps qui exigent que la place occupée par le travail soit limitée : les activités pour les proches, les activités démocratiques notamment ; et d'autre part, il nous faut, dans les limites imparties par la logique capitaliste actuelle et la subordination du travail salarié, tenter d'améliorer toujours plus les conditions de travail sans néanmoins tomber dans l'illusion de croire que le travail pourrait, sans transformations fondamentales, être pour tous le principal moyen d'épanouissement et de réalisation, le premier besoin vital. C'est pour toutes ces raisons que la réduction du temps de travail constituait un projet de société intéressant.

La réalité du travail et les attentes

D'après les enquêtes européennes sur la perception du travail par les gens, il y a une spécificité française : pour les Français, le travail est extrêmement important (on dépasse les Anglais et les Danois de vingt ou trente points). Leurs attentes sont post-matérialistes : elles concernent moins le salaire que l'ambiance au travail, les relations avec les collègues... La France se caractérise en quelque sorte par l'importance des attentes qui se portent sur le travail, des attentes que le travail soit un lieu de création et de réalisation de soi, en même temps qu'un lieu où se crée du lien social. Mais les Français sont aussi les plus nombreux à vouloir que le travail prenne moins de place dans leur vie. Ils ont donc une position extrêmement paradoxale. Il y a plusieurs explications à cette situation :

- la mauvaise qualité des relations sociales au travail : il vaut donc mieux y passer moins de temps ;
- l'intensification du travail, qui devient trop dur, trop stressant, trop dangereux pour la santé ;
- la mauvaise articulation du travail avec l'autre sphère de la vie (familiale, entre autres) : le travail empiète trop sur le reste.
- le désir de consacrer plus de temps à d'autres activités considérées comme fondamentales (temps à consacrer à la famille dans un contexte d'explosion de la bi-activité).

Ces enquêtes révèlent également les inégalités dans le travail : pour les cadres et les chefs d'entreprise, le travail constitue un élément fondamental de l'identité ; pour les ouvriers et employés, le travail est très peu cité comme élément constitutif. Ces catégories semblent dans une position de retrait total parce qu'elles subissent de mauvaises conditions de travail et ressentent leur travail principalement comme une aliénation. Pour une autre partie de la population, enfin, comme les chômeurs et les personnes en emplois précaires, le rapport au travail est sur le mode de l' "avoir" : avoir un travail est la condition la plus importante pour être heureux.¹⁹

Ces enquêtes révèlent aussi l'immense peur des Français face à l'insécurité de l'emploi. Dans ce domaine, la France présente le même niveau de peur que les pays de l'Est, face à un pôle nordique plus confiant. C'est le signe que la France n'a pas réussi à mettre en place la politique de sécurisation de l'emploi dont on parle depuis plus de quinze ans.

Que doit faire la gauche ?

La question pourrait également se poser ainsi : la gauche a-t-elle pris la mesure des transformations radicales du travail ?

Sur ce point, le travail du sociologue danois Esping-Andersen est très inspirant. Il montre qu'avec l'économie de la connaissance, le savoir devient la ressource principale, ce qui aboutit à l'exclusion radicale des gens peu ou pas formés (qui occupent déjà des emplois précaires pour des bas salaires). Il préconise donc de tout mettre en oeuvre pour éviter la production de gens peu qualifiés et d'investir dans le capital humain – ce qui signifie investir très massivement dans la recherche, l'innovation et l'éducation, mais également dans les modes de garde,

¹⁹ Christian Baudelot, Michel Gollac : "Travailler pour être heureux ?", éditions Fayard, 2003.

dans l'accès à l'estime de soi pour les enfants de toutes origines... Il raisonne donc en termes de justice et d'efficacité (les coûts sociaux sont d'autant plus élevés que les individus ne sont pas qualifiés).

Il faut renverser la logique qui a prédominé jusque-là et accompagner les individus tout au long de la vie pour sécuriser leur parcours. Le modèle nordique de flexsécurité s'appuie sur des individus bien formés, qualifiés, qui trouvent des transitions faciles entre leurs différents emplois grâce à des institutions décentralisées, coordonnées et bienveillantes. Cela passe par la nécessité de ne laisser aucune personne sortir du système éducatif sans qualification, par une politique active de l'emploi, des systèmes d'indemnisation du chômage généreux et un accès permanent à la formation.

En France, il y aurait donc deux grandes actions à mettre en oeuvre : faire en sorte que les gens soient qualifiés à la sortie du système scolaire, et faciliter l'accès à la formation et à la qualification tout au long de la vie. Certes, ce sont des investissements très lourds et coûteux, mais il nous faut revoir notre politique de sécurité sociale pour favoriser des prestations d'un type nouveau.

En conclusion, si nous voulons "*réenchanter le travail*", comme le propose Roger Godino,²⁰ si la gauche souhaite que le travail devienne pour tous une sphère de réalisation et d'expression, avec d'autres, alors il nous faut mettre en œuvre, comme le suggère cet auteur, une véritable révolution et réformer de fond en comble le régime capitaliste dans lequel nous vivons : il faut sortir de notre système actuel par le haut, en créant un nouveau droit de l'entreprise prenant en compte toutes les parties concernées.

Pour investir dans la recherche et l'innovation, nous dit Roger Godino, il serait nécessaire de lancer de grands emprunts, mais cela ne sera possible que si nous avançons dans une Europe-puissance unie autour des sept ou huit pays qui ont vraiment envie d'avancer dans ce domaine, avec de vraies institutions.

Est-ce suffisant pour réenchanter le travail ? Cela permettrait en tout cas de passer à un travail de qualité, mieux articulé avec les autres valeurs auxquelles les individus sont attachés (famille, par exemple) et cela apporterait un meilleur équilibre entre hommes et femmes, entre vie professionnelle et vie privée.

- ■ -

²⁰ Roger Godino : "*Réenchanter le travail – Pour un nouveau capitalisme*", préface d'Alain Caillé, éditions La Découverte, 2007.

Quelles transformations sociales engendre la progression des emplois cognitifs ?

Yann Moulier-Boutang

Quelques remarques introductives, pour commencer : "*Célébrer le travail*", ce n'est certainement pas ma *cup of tea* ! Le travail a toujours été de droite (cf. travail, famille, patrie) et souvent utilisé par les fascistes, nazis, staliniens qui réduisaient l'être humain à un individu produisant. J'y vois donc plutôt quelque chose d'inquiétant. Avec Sarkozy et son conseiller Guaino, on est face à un éloge du travail et à une charge anti-68 qui est de l'ordre du populisme, voire du poujadisme.

Par ailleurs, je ne suis pas certain que "*transcender le travail*" soit la bonne expression. Il faudrait plutôt parler de "*transformer le travail*", parce que c'est de l'ordre du faisable, c'est plus précis. Enfin, peut-on transformer l'emploi ? C'est une toute autre question.

Que le travail ait été au cœur de l'activité humaine, c'est évident, on est tous d'accord là-dessus. C'est un truisme. Mais depuis les années 1970, la centralité du travail ne se vérifie plus, puisqu'on passe plus de temps devant la télévision ou Internet qu'au travail, alors même que les forces de production, les travailleurs ont considérablement augmenté. Résultat : mesurer le temps de travail en heures de présence au bureau est devenu absurde, car ce n'est plus l'élément central. Au contraire, le système repose de plus en plus sur la captation de la vie.

On a donc assisté à une mue stupéfiante du paysage industriel des années 1960-1970 à aujourd'hui. Les usines deviennent des musées, ce ne sont plus des usines (cf. l'usine Volkswagen à Dresde). Les véritables usines, dans le capitalisme cognitif, ce sont les universités et les lieux de formation ! Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si elles se mettent régulièrement en grève...

Qu'est-ce que le capitalisme cognitif ?

C'est le troisième type de capitalisme, après le capitalisme mercantiliste et le capitalisme industriel. Comme ses prédécesseurs, il se fonde toujours sur le rendement des capitaux, mais à l'inverse d'eux, il prend en compte la compétitivité globale, hors-coût (comprenant les systèmes sociaux et l'efficacité globale du territoire). Comme il est devenu nécessaire d'incorporer de plus en plus d'innovation dans les produits, on fait de plus en plus appel à l'intelligence. La révolution numérique ne suffit pas : il n'y a pas plus qu'un ordinateur. Il prend en charge toute la partie de notre cerveau qui calcule mal et mémorise mal, mais il est incapable d'inventer quoi que ce soit. Le cerveau humain est le seul à pouvoir apporter une réponse qui n'a pas été préprogrammée, parce que l'être humain a la capacité d'innover et de travailler en commun, ce qui amène une certaine interactivité.

Prenons la "*fable des abeilles*" : que font les abeilles ? Adam Smith vous répondrait : elles produisent du miel. Mais le capitalisme cognitif répond : elles pollinisent, et donc elles per-

mettent aux plantes de se reproduire, de fournir de la nourriture aux animaux, etc. C'est pareil dans notre société ! Quand ils interagissent, les individus obtiennent une pollinisation bien plus importante que le simple produit marchand qu'on mesure. Le capitalisme cognitif prend donc en compte tout ce qu'on ne mesure pas dans l'économie marchande, il valorise les externalités. Un exemple : Google ; côté en bourse, il vaut deux ou trois fois Microsoft !

Dans le capitalisme cognitif, ce qui compte, c'est la division cognitive du travail, le travail collectif et le rassemblement des ressources les meilleures le plus rapidement possible. Il est donc caractérisé par un mode d'exploitation fondamental : l'exploitation du travail vivant que l'on doit maintenir vivant tout au long du cycle. C'est un système d'exploitation d'intelligence collective et des capacités cognitives. C'est un saut qualitatif et c'est beaucoup plus rentable, mais cela requiert des formes d'organisation de la société et des entreprises totalement différentes.

Les conséquences du point de vue de l'emploi

- Le capitalisme cognitif révolutionne le temps de travail : si l'on reprend l'exemple des abeilles, elles travaillent presque tout le temps, y compris quand elles butinent de fleur en fleur. Leur travail ne s'arrête pas quand elles ont fabriqué le miel, le produit. La conséquence est simple : le temps de travail devient poreux, il s'étend au-delà du temps codifié. Mesurer le temps de travail en heures est donc inepte, tout comme l'éloge de Sarkozy des gens "*qui se lèvent tôt*". En réalité, dans le capitalisme cognitif, les individus travaillent tout le temps, y compris pendant leurs loisirs.

C'est la sociologie nord-américaine, dans la foulée de Reich, qui a commencé à s'intéresser à cette *creative class*, ou secteur quaternaire (au-delà du tertiaire). Ce secteur, qui regroupe toutes les professions intellectuelles et créatives, représente déjà un tiers des emplois aux Etats-Unis.

- Les conséquences en termes de productivité et de périmètre : dans le capitalisme cognitif, la valeur ne se forme pas seulement dans le périmètre de l'entreprise ou dans les départements de recherche et développement, mais aussi à l'extérieur, dans la société. C'est pourquoi on aboutit à une crise du concept même d'emploi, car la référence n'est plus l'employeur unique. Au contraire, les individus peuvent avoir trois ou quatre employeurs à la fois (cf. travailler en *free-lance*). Mais cela ne signifie pas pour autant qu'il y a une crise du travail : seule la figure de l'employeur éclate et mue vers une nouvelle figure juridique.

La *creative class*, que j'ai évoquée plus haut, travaille tout le temps, même en dehors de l'entreprise, puisque le cerveau travaille tout le temps, y compris quand il rêve !

- En revanche, le concept d'emploi reste dramatiquement stable, parce que c'est de cette conception qu'ont émergé l'ordre politique et l'ordre social. Le système de protection sociale, par exemple, s'est construit à partir du concept d'emploi, et par conséquent le pérennise. Mais ce système basé sur le salariat est en crise depuis que le travail est devenu poreux. Le salariat a fonctionné tant que l'individu acceptait d'abandonner la propriété de son produit en échange d'une garantie de revenus. Mais aujourd'hui, ces revenus ne sont plus garantis, puisque l'activité n'est plus seulement l'emploi, le travail officiellement reconnu.

Les solutions

Comment, dès lors, financer cette activité ? S'il faut rétribuer l'activité pollinisatrice des abeilles, et pas seulement leur production de miel, je suis favorable à un revenu d'existence, comme Gaëtan Gorce. C'est la base sur laquelle on peut reconstruire un système de travail.

Il faut aussi desserrer les liens de subordination entre individus et employeurs, car ils étranglent le processus de créativité. Cette verticalité est désastreuse. Les méthodes du type démocratie participative sont beaucoup plus efficaces en termes d'innovation, car l'innovation ne se décrète pas d'en haut.

Ensuite, il faut des appareils de captation de la pollinisation, autrement dit des ruches. Il y a en effet un minimum fondamental de protection à assurer pour obtenir une activité pollinisatrice. Un revenu d'existence garanti permettrait de résoudre ce problème.

Les moyens financiers du numérique doivent également être développés, car nous sommes sous-développés dans ce domaine. Il y a un modèle à généraliser, celui du gratuit (comme le Wi-Fi gratuit, par exemple). Nous avons besoin d'ordinateurs dans le domaine public, car pour l'instant notre équipement numérique est de niveau tiers-mondiste ! A côté de cela, l'ouverture des magasins le dimanche, c'est un combat d'arrière-garde. Il serait bien plus intéressant de favoriser l'ouverture des bibliothèques 24 heures sur 24 !

Les partis politiques ont un rôle à jouer sur ce point : ils doivent prendre la mesure de ces transformations. On ne s'en sortira pas si la gauche n'a pas le courage de se dire : "*il nous faut un New Deal*", un revenu garanti, une plus grande ouverture des universités et des formations.

Est-ce pour autant synonyme d'un réenchâtement du travail ? Le meilleur moyen de réenchâter le travail, ce serait d'éradiquer la pauvreté. Or la mise en place du RSA (revenu de solidarité active), pour remplacer le RMI (revenu minimum d'insertion), ne va guère dans ce sens : cela va simplement fournir au pire secteur industriel la main-d'œuvre qui lui fait défaut, à cause des bas salaires et des mauvaises conditions de travail.

Les pays membres de l'Union européenne doivent réellement intérioriser les objectifs de la stratégie de Lisbonne, et non en profiter pour avoir plus de subventions sans changer quoi que ce soit. Il y a aussi quelque chose à voir du côté des États-Unis et des fondations à but non lucratif qui investissent dans les universités, faisant l'interface entre entreprises et universités.

- ■ -

Questions, échanges, débats

Roger Sue

Peut-on aujourd'hui élaborer un discours politique crédible, réaliste, et surtout généraliste, où ne soient pas impliqués seulement ceux qui bénéficient de cette économie de la connaissance ?

Dominique Méda

Je suis d'accord avec une grande partie de l'analyse de Yann Moulier-Boutang, mais il y a tout de même deux choses qui me gênent :

- Tous les individus n'appartiennent pas à cette *creative class* : que deviennent-ils ?
- Comment mettre en place un revenu d'existence alors que le travail est de plus en plus individualisé, que les individus considèrent de plus en plus que leur travail doit être le miroir de leur individualité (cf. artistes, créateurs...) ?

Il y a quelque chose à approfondir, à mon avis, du côté de la flexsécurité : comment passer d'une protection de l'emploi (ce qui existe actuellement en France) à une protection de l'individu (ce qui est fait dans les pays scandinaves).

Michel Phelippeau : Je ne suis pas sûr que le problème fondamental, ce soit celui du capitalisme cognitif. Le danger vient surtout du capitalisme financier (cf. Michel Aglietta). D'autre part, il y a encore beaucoup de gens qui ne font pas partie du capitalisme cognitif, qui travaillent dans des usines. Le système que vous avez décrit n'est valable que pour une minorité, et dans le futur.

Philippe Sarro : Que pensez-vous du concept d'industrialisation des technologies de l'esprit, développé par Bernard Stiegler ?

Daniel Le Scornet : Il faut sortir du discours doloriste sur le travail et de la crispation sur le salariat, pour faire appel aux capacités créatrices et artistiques de chacun, sinon il risque d'y avoir une rupture entre la classe créatrice et le reste de la population.

J'aimerais par ailleurs revenir sur l'hypothèse du revenu d'existence : je ne suis pas sûr que ce soit la seule et unique solution. Il faudrait examiner la pluralité d'hypothèses sur la protection sociale.

Jean-Pierre Jaslin : 1/ Nous avons une vision trop encyclopédique de la connaissance, qui ne valorise pas assez les autres types d'intelligence. C'est de repenser la connaissance d'une autre manière qui permettra d'éviter l'exclusion d'une partie de la population.

2/ La porosité du travail est un concept intéressant, mais je tiens à faire remarquer qu'il joue dans les deux sens : un peu de notre vie personnelle rentre dans l'entreprise, ce n'est pas seulement le travail qui envahit notre vie. Il y a donc une gestion difficile à mettre en place.

3/ Il faut absolument penser des institutions et des entrepreneurs d'un nouveau type, pour approcher des ressources différentes et permettre l'innovation.

Yann Moulier-Boutang

On assiste à une démarchandisation de certaines activités marchandes : le Wi-Fi, par exemple, est en train de devenir une liberté publique fondamentale. C'est ce qui fait que le rapport entre privé et public change.

Roger Sue

Mais le mouvement actuel de dérégulation de la santé, par exemple, ne vient-il pas contredire ce mouvement ? N'y a-t-il pas au contraire une marchandisation de plus en plus grande, y compris du secteur public, dans l'éducation également ?

Yann Moulier-Boutang

Je crois qu'il y aura des petits services marchands à la marge, mais le cœur de la formation sera maintenu en externalité et démarchandisé.

Pour répondre à la question sur la *creative class* : elle concerne tout le monde ! Le capitalisme cognitif, ce n'est pas seulement le secteur de production de la connaissance, mais tout ce qui met en oeuvre du *software* (logiciels) et du *hardware* (matériel informatique), y compris les productions matérielles. Cette *creative class* comprend aussi les métiers du *care* (soins) comme les infirmières : une infirmière ne réagit pas de manière uniforme à ses patients, elle n'est pas un robot. Au contraire, elle a la capacité d'innover face à chaque patient différent, et c'est cela qui fait d'elle un membre de la *creative class*. Ce secteur a besoin de tous les métiers : les autres sont totalement impliqués, puisque la performance est collective. Il s'agit d'un travail d'équipe dans lequel même les secrétaires ont leur place. La seule différence avec le capitalisme industriel, c'est que les rapports sont a-hiérarchiques, non verticaux, puisque le travail se fait en réseau.

Aujourd'hui, le cœur de la machine industrielle, c'est la production de connaissances, mais le capitalisme cognitif ne s'intéresse pas seulement à la connaissance validée par un brevet, il s'intéresse surtout à la capacité d'apprentissage.

Dominique Méda

La question des non-qualifiés est très importante : que fait-on des cinq millions de Français non qualifiés, comment les amène-t-on vers la *creative class* ? Parmi tous ceux qui font partie de notre société, il y a aussi les anciens employés de Moulinex... Comment les ramène-t-on vers ce système, avec quels moyens ? J'ai l'impression qu'on les abandonne, parce que cela coûte trop cher de réformer.

Or la France est très mal placée, actuellement, en matière de qualification. Il faudrait amener les Français à un niveau de fin du secondaire au moins – ce qui ne signifie pas pour autant que notre société ne doit produire que des Bac + 10 ! Ce dont nous avons besoin, c'est d'une meilleure professionnalisation.

Seconde question très importante, celle de la protection sociale. Je n'arrive pas à être convaincue par le revenu d'existence, car j'ai peur qu'il ne soit assez rapidement subverti. De plus, l'opinion ne me semble pas prête pour ce type de revenu et reste attachée à sa petite production particulière. Ce n'est donc pas la seule solution, d'après moi. En revanche, je pense extrêmement important de développer massivement des services, et des services de bonne qualité, notamment les modes de garde des enfants, car il y a un réel problème de garde pour les petits entre zéro et trois ans (avant l'entrée en maternelle).

Yann Moulier-Boutang

Je plaide tout de même pour le revenu d'existence, qui permettrait l'abolition partielle du salariat et favoriserait de ce fait l'innovation et la créativité. C'est la seule mesure qui permette à ce système d'être égalitaire et qui éviterait d'aboutir à une société binarisée entre "*alpha plus*" et "*bêta moins*".

Jacques Berthillier : Il y a tout de même un problème à vouloir des gens trop formés et spécialisés, car l'économie a aussi besoin d'emplois non qualifiés et n'arrive pas à les pourvoir parce que les individus sont surqualifiés.

Madeleine Berry : Vous parlez des pays nordiques comme d'un modèle, mais n'est-ce pas dans ces pays que le taux de suicide est l'un des plus élevés au monde ? Peut-on parler d'un réel épanouissement dans ce cas ?

Grégory Azoulay : 1/ Le mode de management des entreprises françaises n'évolue pas beaucoup.

2/ Il y a un décalage entre formation et travail en entreprise, or il faudrait développer une meilleure adéquation entre ces deux univers.

3/ Il y a un moyen de compter le temps de travail pour les employés du secteur de la connaissance : les feuilles de temps, qui ont précisément été mises en place pour évaluer le temps qu'ils passaient à travailler sur un sujet.

4/ Les partis politiques ont du mal à prendre en compte ces transformations car eux-mêmes ont des difficultés de gestion : ils favorisent plus la rétention d'information que le partage de la connaissance.

Marjorie Jouen : 1/ Le modèle des pays scandinaves est intéressant : il devrait nous faire davantage réfléchir à notre relation à l'Etat-Providence. En France, on a une vision plutôt masculine de l'Etat-Providence (c'est celle du policier protecteur), alors que dans les pays scandinaves, elle est plutôt maternelle.

2/ Il y a une réelle persistance des secteurs primaire et secondaire, or la liaison entre les nouveaux secteurs d'économie et ceux-là n'est toujours pas faite dans l'analyse sociologique et le discours politique.

3/ C'est la fonction publique qui propose le meilleur modèle de sécurité, or elle continue de travailler sur le modèle de l'usine classique ! Il y a un réel problème de transformation de la fonction publique dans le domaine du travail.

4/ L'économie de la connaissance reste un système très individualisé et non localisé, or la richesse est aussi la capacité à s'ancrer dans le local.

Michel Dughera : Comment faire passer ce type d'idées, ces analyses dans la société ? Où sont les organisations syndicales, les acteurs sociaux capables de porter ces idées ?

Francis Kuttin : Je me pose la question du sens, or je ne vois pas trop ce que l'immatériel apporte comme nouveau sens. Par ailleurs, vous parlez d'un meilleur accompagnement des chômeurs, mais certains d'entre eux sont dans le refus de la connaissance, dans le refus d'apprendre !

Antoine Rebiscoul : Qu'entendez-vous par financiarisation ? Y a-t-il, d'après vous, une coupure entre la finance et l'économie réelle, ou au contraire la financiarisation est-elle la prise en compte des externalités ?

Michel Faure : Comment passe-t-on d'un système (capitalisme industriel) à l'autre (capitalisme cognitif) ? Quelle est l'architecture de ce passage ?

Dominique Cendre : Je voudrais évoquer la question des soins aux personnes âgées. Dans ce domaine, il y a un travail en commun entre Etat, région et famille. Peut-être peut-on y voir un nouveau modèle ?

Bettina Laville

L'objectif de notre association, c'est d'imaginer des solutions politiques. Or on voit bien l'incapacité de la sphère politique actuelle à réutiliser vos analyses. Prenez la question de la sécurisation des parcours professionnels : elle a failli être un thème de campagne, mais elle a été immédiatement occultée par le thème de la valeur travail !

Par ailleurs, j'observe que le déclin est un thème à la mode à droite comme à gauche, alors que le discours de la connaissance reste une utopie. Comment mieux articuler le discours politique et vos analyses ?

Dominique Méda

A propos du chemin et du passage d'un système à un autre, j'ai peur des pièges sur le chemin. Je pense notamment au souhait de Yann Moulier-Boutang de dépasser la subordination. J'ai peur qu'on passe alors à des formes de contrats très courts et très dangereux pour les individus.

A propos de la flexsécurité, il y a actuellement un débat au niveau européen sur ce thème. La Commission européenne souhaite simplifier le droit du travail mais elle s'est heurtée à une réponse négative du Parlement, qui préfère pour sa part augmenter la flexibilité des entreprises et non celle des individus. Quant au Conseil européen, il a avalisé les propositions de la Commission...

En France, les gens sont traumatisés par les questions d'emploi. A mon sens, il faut donc d'abord rassurer en renforçant les sécurités, en donnant aux individus de nouveaux droits, de nouvelles garanties ; ensuite, éventuellement, si nécessaire, assouplir ce qui doit l'être.

A propos de la campagne présidentielle, Ségolène Royal a, me semble-t-il, tenté de promouvoir la sécurisation des parcours professionnels et d'insister sur la protection des individus en suivant le modèle nordique.

Le modèle scandinave n'est pas seulement un effet de mode. Il offre un type de protection réellement intéressant : non seulement il promeut un haut degré de protection, le même pour tous, mais il favorise le dialogue social et, surtout, il considère que la qualification est le meilleur rempart contre le chômage. Dans ce modèle, on laisse partir les emplois non qualifiés pour ne garder que ceux qui nécessitent une qualification. L'essentiel est de pouvoir se libérer de la dépendance au marché, c'est-à-dire de pouvoir ne pas travailler quand on n'en a pas besoin. Mais ce système a un coût et se traduit par de hauts prélèvements obligatoires.

Yann Moulier-Boutang

Une enquête a été menée auprès des intermittents du spectacle pour savoir s'ils préféreraient avoir un ou plusieurs patrons. Les réponses étaient mitigées : la moitié préférerait n'avoir qu'un seul patron, l'autre moitié préférerait en avoir plusieurs. Mais ceux qui voulaient un patron unique ne voulaient pas n'importe lequel : ils étaient prêts à n'avoir qu'un patron, du moment que ce soit la Comédie française !

A propos de la question du sens, les neuf-dixièmes de ceux qui travaillent dans l'industrie se demandent ce qu'ils produisent ! Ils ne voient pas de sens à leur travail. Au contraire, dans la

pollinisation, il y a un sens, celui des relations sociales (cf. *MySpace*²¹ : il y a une production continue de sens à travers la discussion et l'échange).

A propos de la question de l'intelligence, c'est vrai qu'en France, le système scolaire est totalement élitiste, sélectif et uniformisant (École Normale Supérieure, École Nationale d'Administration...). Dans ce domaine, on est les meilleurs. Mais ce système ne met en valeur qu'un seul type d'intelligence et n'est pas capable de mettre en oeuvre l'incroyable intelligence technologique des jeunes, par exemple. Nous avons une conception dramatique de la qualification, alors que les formes d'intelligence sont multiples.

Ce qui n'a pas marché dans la campagne présidentielle de Ségolène Royal, c'est qu'on a repris le vieux thème de la sécurisation des parcours professionnels qui n'intéresse plus personne aujourd'hui, parce que cela aurait dû être fait il y a trente ans ! Au lieu d'adresser un message à l'ensemble des Français qui ont peur de l'avenir, on s'est enfermé dans un discours corporatiste.

²¹ *MySpace* est un site Internet de réseau social fondé aux États-Unis, qui met gratuitement à disposition de ses membres enregistrés un espace web personnalisé.

Démystifier le progrès pour un nouveau progressisme ?

Animation des débats :

Gérard Ruiz, secrétaire général de Convictions

Intervenant :

Jean-Paul Besset, ancien rédacteur en chef du Journal "*Le Monde*", porte-parole de la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme

- ■ -

Gérard Ruiz

L'objectif de cette session est de réfléchir aux différentes problématiques que pose la notion de progrès et à la façon dont elle est traitée par les politiques.

Le progrès a permis à l'humanité de surmonter tous les blocages sociaux historiques. Il a également permis de développer toutes les stratégies de nos sociétés occidentales. Pour tous les grands penseurs du XVIIIème siècle, le progrès était synonyme d'un avenir radieux.

Or, aujourd'hui, la notion de progrès moral est battue en brèche par l'effervescence et la rapidité du progrès scientifique.

Jean-Paul Besset pense que le progrès est arrivé à son terme. Il fustige désormais les progressistes mystiques.

Dès lors, on est en droit de s'interroger : le progrès, tel que nous l'avons vécu dans le passé, est-il quelque chose de mort aujourd'hui ?

- ■ -

Qu'est-ce aujourd'hui d'être progressiste ?

Jean-Paul Besset

Le progrès a-t-il remplacé la providence divine ? Il semble que cette idée soit définitivement morte. Initialement, le progrès est un terme chargé de positif. Avec la révolution industrielle et le mouvement ouvrier, le progrès était, depuis deux siècles, un ascenseur régulier qui amenait l'humanité du bas vers le haut, avec des chaos, certes, mais les choses allaient s'améliorant. C'était une idée progressiste. Cette observation incontestable a trouvé son origine au sein de la grande césure opérée par les Lumières et marquée par l'introduction du concept de l'être pensant. A l'époque, celui qui pense prend alors la place de celui qui croit.

Avant cette période, les progrès pouvaient se compter sur les dix doigts de la main. Il faut donc insister sur le fait qu'à l'origine le progrès est un mot positif. Il marquait une marche vers la libération, une amélioration de la condition humaine.

Mais, aujourd'hui, les choses basculent et se retournent. Le progrès, qui était le chemin de fer de l'humanité, a déraillé. Il est devenu une menace, quelque chose d'anxiogène. Il est devenu un contre-progrès. L'avenir de nos enfants apparaît sous un plus mauvais jour que le nôtre. Nous ne sommes plus sûrs de rien. Nous devenons les témoins d'un changement d'époque. En résumé, le progrès est devenu un concept contesté et contestable. On ne peut plus lui faire confiance aveuglément.

Le progrès doit faire face à trois contradictions terribles et nouvelles :

- Une contradiction économique et sociale : Aujourd'hui tous les modèles sociaux quels qu'ils soient sont en crise. Jamais les inégalités n'ont été aussi importantes sur la planète alors que les richesses sont de plus en plus grandes. Le modèle social démocratique est particulièrement touché par cette crise, tant dans les pays développés qu'au sein des pays en voie de développement.

- Une contradiction technologique : Le développement scientifique et technologique devient de plus en plus aliénant. Les outils s'inscrivent comme un système au sein duquel l'humanité doit se plier sous peine de devenir hors-jeu. Nous sommes passés de techniques libératrices à des techniques aliénantes.

- Le progrès se heurte à la ligne physiologique de la planète : Ce choc là est considérable et inouï. Jamais l'humain n'a imaginé qu'il pourrait arriver à un épuisement de la planète. Il va falloir apprendre à vivre avec un ciel qui risque de nous tomber sur la tête et des ressources plus rares, passer de l'ère de l'abondance à celle de la rareté voire de la pénurie sur des ressources aussi essentielles que l'eau, l'énergie, la biodiversité, l'humus...

La Conférence de Bali sur le changement climatique (3 au 15 décembre 2007) montre à quel point le problème est aussi complexe qu'il est urgent. La mésentente entre les différents pays membres de l'ONU, incapables de s'accorder à propos de la réduction des émissions de CO2, a offert un spectacle terrifiant, alors que la crise est bien présente, urgente et qu'elle concerne des millions de personnes.

La calotte glaciaire qui fond deux à trois fois plus vite qu'avant en est un exemple frappant. L'année 2007, qui a compté 60% en plus de catastrophes naturelles par rapport aux années précédentes, en est un autre. La catastrophe est une lucidité sur l'ère que nous traversons. Ce n'est pas une mystification. Notre modèle de développement est insoutenable par rapport à l'équilibre de la planète. Nous devons prendre conscience de cette limite atteinte. Voilà le grand changement d'horizon de l'époque.

L'idée de base du progrès, qui a fait le grand clivage entre la droite et la gauche sur la manière d'en répartir les fruits, est morte car les stratégies de développement qui sont accrochées à l'horizon de l'abondance sont une illusion profonde dont il faut se débarrasser. Aujourd'hui, nous sommes face à un autre horizon : celui de la rareté et de la pénurie. Il va falloir partager à partir de maintenant avec une population de plus en plus nombreuse et des besoins de plus en plus forts.

Dans le poème d'Aragon, "*La Rose et le Réséda*", il y a "*celui qui croyait au ciel et celui qui n'y croyait pas*". Aujourd'hui, il y a ceux qui croient à l'infini des ressources naturelles et ceux qui n'y croient plus. Il faut réexaminer les clivages anciens, en particulier celui de la droite et celui de la gauche qui se situait auparavant au niveau du partage des richesses. Nous sommes face à un tournant. L'idée de base du progrès est qu'il faut toujours augmenter la croissance : il faut une croissance exponentielle des richesses. Cette idée vaut autant à droite qu'à gauche. La différence se situe dans la façon de partager les ressources de cette croissance mais l'idée initiale est la même de chaque côté.

Il s'agit donc de prendre conscience de cet état des lieux catastrophique. Il s'agit de prendre conscience de ce nouveau monde, de cette nouvelle histoire dans laquelle nous entrons, de ces limites auxquelles nous sommes confrontés. A partir de là, il faut opérer un tri au sein de l'idée même de progrès, examiner sa compatibilité avec la durabilité de l'espèce humaine et créer un nouvel espace démocratique pour choisir ce qui est bon et ce qui est nuisible. Il est nécessaire de se réapproprier l'idée de progrès au lieu de subir sa mystique. Le progrès, en tant que mouvement pour la libération de l'humain, n'est donc pas mort, mais il faut le redéfinir, le requalifier, lui redonner un sens.

- ■ -

Questions, échanges, débats

Question 1 : Il y a des malentendus sur le sens des mots, qui induisent des compréhensions qui peuvent être différentes selon la terminologie des termes. Il y a dans cette remise en cause du progressisme une première confusion entre "*progrès*" et "*croissance*". La deuxième confusion se situe entre les mots "*développement*" et "*progrès*". On a en effet tendance à substituer ces trois concepts les uns aux autres. Or ce n'est pas tout à fait la même chose d'un point de vue économique. Le développement n'est plus un synonyme de croissance. Il en résulte que le développement durable n'est plus un oxymore. Dans le cadre que vous évoquez, de quel progrès s'agit-il ? Il est nécessaire de redéfinir ce terme.

Question 2 : Quelle idée les fonds de pension se font-ils du progrès ?

Question 3 : Passe-t-on d'un progrès individuel à un progrès qui va être dicté par des décisions collectives ? Les problèmes que le progrès engendre nous forcent à prendre des ini-

tatives collectives et donc à sortir de la conception individualiste du libéralisme propre à la droite.

Question 4 : Est-ce que la conception du big-bang est une réalité scientifique ou bien le fruit d'une idéologie ?

Question 5 : J'ai du mal à croire que tout à coup nous passons à un changement profond et total d'état. Ce n'est pas une doctrine que de croire que le monde est fini.

Jean-Paul Besset

Il faut effectivement que nous requalifions le concept de progrès tous ensemble, c'est-à-dire définir le type de développement vers lequel nous voulons tendre. Le changement auquel je fais allusion n'est pas une doctrine nouvelle. Je développe des faits. Je pars d'une démarche expérimentale faite à partir d'observations. Dès lors, le débat est ouvert. Ce n'est pas moi seul qui vais requalifier la notion de progrès. C'est à la société tout entière et aux politiques de le faire, d'exercer un choix. Je ne suis pas là pour vous exposer une nouvelle pensée idéologique ou mystique. Je suis là pour faire état d'une réalité. Si on en reste à cette vision des choses, on n'avancera pas.

Les questions qui sont posées par le progrès appellent des réponses structurelles mais également individuelles. Aujourd'hui, le militantisme doit se situer autant dans l'engagement politique que dans les comportements individuels, que ce soit dans la façon qu'on a de se laver, de se chauffer, de se déplacer, ou encore de s'alimenter. Il ne faut pas se contenter d'aller manifester ponctuellement.

Dans ce combat quotidien, l'individuel et le collectif sont indissociables. Il faut cesser l'abus, l'excès, la surconsommation. Cette lutte ne se situe pas dans une discussion sémantique et conceptuelle mais, bien au contraire, dans une discussion réaliste. Certes, la création de richesses matérielles est nécessaire et inévitable, mais elle doit cependant être modifiée et réduite. C'est sur ce point qu'il nous faut intervenir en allant vers une économie de type circulaire, qui fonctionnerait en boucle, à base de recyclage, de récupération, de réparation, de réutilisation, et vers une économie de fonctionnalité qui privilégierait l'usage du bien sur son obsolescence. Alors, oui, cette conception s'oppose à notre fonctionnement actuel mais nous nous devons de suivre ce chemin à moins d'aller tout droit à la catastrophe. Voilà un véritable programme de rupture !

La croissance matérielle doit aujourd'hui se transformer en décroissance dans plusieurs secteurs comme, par exemple, celui des transports. Si nous continuons à mener le même train de vie, nous serons très vite engloutis. Le terme "*décroissance*" est difficile à entendre et à admettre, quelle que soit la société dans laquelle nous vivons ; que nous nous trouvions dans un pays dit "*développé*" ou au sein d'une nation en voie de développement. Cependant, il est devenu incontournable aujourd'hui.

Question 6 : A vous entendre, on a l'impression que les limites ont déjà été dépassées depuis longtemps et qu'il est trop tard pour faire machine arrière. Qu'en est-il ?

Bettina Laville

Comme vous l'avez dit, il est incontestable que dans cette lutte, l'engagement individuel est capital. Cependant, la vertu de nos efforts individuels d'Occidentaux ne servirait pas à grand-chose face à l'immensité du reste du monde.

Par ailleurs, il est difficile de ne pas être réactionnaire par rapport au quantitatif ou au qualitatif. En effet, depuis le XVIII^{ème} siècle, l'idée de progrès se décline en parallèle avec l'idée de bonheur. Vous évoquez le concept de décroissance, mais on ne fait pas du plus avec du moins.

Le problème dans cette affaire, c'est de ne pas perdre de vue l'essence même de l'idée de progrès. On ne peut pas engager l'humanité sans que celle-ci ne se projette sur un contenu de mieux. C'est d'ailleurs tout le problème de la gauche aujourd'hui...

Question 7 : Est-ce qu'on ne pourrait pas être un peu optimiste en pensant que des progrès peuvent être faits en conciliant croissance et progrès ?

Jean-Paul Besset

J'essaie d'aller au-delà de l'acceptation traditionnelle de ce qu'on appelle habituellement un réactionnaire. Je veux aller plus loin. Selon moi, les réactionnaires ce sont ceux qui s'attardent à des idées mortes et qui, de ce fait, tirent le monde en arrière. Je ne parle pas des conservateurs. La conservation de la nature, du patrimoine culturel, de la mémoire peut être une valeur positive et il ne faut pas l'opposer au progressisme. Aujourd'hui, l'idée morte c'est celle d'une croissance tout azimut et sans limite. Cette idée ne colle en effet plus à la réalité du monde dans lequel nous vivons et qui nous impose objectivement des limites.

Ce que dit Bettina Laville est tout à fait exact. Comment faire du mieux à partir du moins ? C'est l'un des chantiers ouverts à la réflexion d'aujourd'hui. Il pose la question de l'être par rapport à l'avoir. Mais concernant la question que l'on m'a posée à propos de l'optimisme, j'ai le regret de dire que les choses vont de plus en plus mal. C'est un fait scientifique. Aujourd'hui, les intellectuels sont silencieux et restent attachés aux vieilles représentations du monde. Pourtant, il est capital de mettre en place maintenant une démarche intellectuelle et politique qui inviterait à s'interroger sur tous nos modes de vie et de consommation.

La question écologique est devenue le déterminant majeur de l'histoire à venir. Il nous faut interroger la durabilité de nos systèmes. Le nouveau régulateur de nos sociétés tient dans ce mot : la durabilité. A partir de cette constatation, on peut faire des choix sur la marche à venir du progrès.

Question 8 : Vous nous avez parlé du coût de la croissance, mais il faudrait également réfléchir à la nature de cette croissance.

Question 9 : Vous faisiez état, au début de votre intervention, de trois contradictions auxquelles devait faire face le progrès aujourd'hui. Il me semble qu'il y en a une quatrième. En effet, derrière l'identification du progrès et du développement, il y a une vraie logique. La question du partage et des inégalités continue à se poser. Si on n'en tient pas compte, on aura à faire à des risques de révoltes sociales. Il faut créer les conditions nécessaires pour que le partage des ressources et la lutte contre les inégalités sociales restent une exigence politique.

Question 10 : A vous entendre, il faudrait arrêter de faire des enfants... Comment peut-on tenir un discours écologique sans être malthusien ? Faut-il prôner une restriction démographique ?

Question 11 : Le terme de "*bien-être*" a manqué au débat. Pourtant, cela fait partie du progrès. Pour moi, le progrès ne va pas sans lui. Or le bien-être s'accompagne nécessairement d'une grande consommation d'électricité. Nous nous trouvons là face à une contradiction. Comment peut-on conserver le bien-être sans accroître notre consommation d'énergie ?

Jean-Paul Besset

La question est bien posée. Vous avez raison. D'un point de vue historique, le progrès s'est toujours accompagné d'une augmentation de la consommation d'énergie. Or, aujourd'hui, on ne peut plus fonder l'idée de progrès là-dessus, du fait de l'épuisement des ressources naturelles. Les énergies renouvelables ne remplaceront pas en volume les énergies fossiles. Il reste comme solution potentielle l'énergie nucléaire mais cela demande un vrai débat approfondi. Nous pourrions choisir de passer de 450 réacteurs nucléaires à 5000... C'est à mon avis impossible du fait de l'état du monde et de la dangerosité de la technologie. Quoiqu'il en soit, la continuité de l'histoire humaine et du progrès doit se faire à moindre coût énergétique. Donc économiser, décroître.

Il faut tout remettre à plat en sachant bien que nous n'échapperons pas au problème de la décroissance dans un certain nombre de secteurs. Il faut en finir une fois pour toutes avec l'opulence infinie du progrès. C'est une époque révolue et il faut en prendre conscience. Nous devons nous interroger sur la façon d'être équitable dans ce nouveau cadre là. Et avant tout, il nous faut entamer un travail profond sur l'imaginaire du progrès.

Quelle offre politique pour quelle demande citoyenne ?

Animation des débats :

Bettina Laville, présidente de Convictions

Intervenants :

Guy Hermet, professeur émérite à l'IEP, ancien directeur du CERI, auteur de "*La gouvernance – Un concept et ses applications*", "*L'hiver de la démocratie ou le nouveau régime*"²²

Marie-Hélène Aubert, députée européenne

- ■ -

La société française entre confiance et défiance

Bettina Laville

Notre objectif, tout au long de cette université, a été de réinterroger l'espace démocratique en questionnant plusieurs valeurs fondamentales dites "*universelles*" et qui ont été beaucoup invoquées dans le débat présidentiel. Parmi elles : le progrès, notamment en rapport avec les défis environnementaux, la valeur travail et l'humanisme.

Certains intervenants ont davantage insisté sur l'individualisme par opposition à l'humanisme. **Alain Touraine**, lui, a fait le lien entre les deux, soulignant la force du mouvement individualiste, qui tend à requérir et revendiquer des droits universels pour l'individu. Au XVIIIème siècle, l'universalité s'était construite à partir de l'individu. C'est précisément l'inverse qui se produit aujourd'hui.

Philippe Lemoine a repris cette analyse en s'appuyant sur l'idée d'alliance, le mot maître pour tous ceux qui travaillent dans l'horizontalité des liens sociaux. Le Grenelle de l'environnement, comme essai de démocratie horizontale, reposait d'ailleurs sur l'alliance entre différentes organisations non-gouvernementales.

A l'université d'été du Parti Socialiste à La Rochelle, Bertrand Delanoë avait d'ailleurs axé son discours sur la promotion de l'individualisme. Selon lui, la défaite des socialistes à l'élection

²² Guy Hermet, Ali Kazancigil, Jean-François Prud'homme : "*La gouvernance – Un concept et ses applications*", Karthala, janvier 2005 ; "*L'hiver de la démocratie ou le nouveau régime*", Armand Colin, avril 2007.

présidentielle était notamment due au fait que le parti ne s'était pas suffisamment concentrer sur l'individu.

Ce type de discours ouvre un nouveau champ d'analyse, de manière réactive, par rapport à tous les idéaux de la construction historique de la démocratie à gauche. Il y a une dizaine d'années, de tels propos auraient provoqué un vrai choc. Or, aujourd'hui, l'idée est presque banale. Est-ce la conséquence d'un fait sociologique objectif ou d'une dérive (pour ne pas dire impasse ou aporie) ? L'individu est devenu un "refuge" en politique. Mais comment peut-on faire de la politique autrement avec le lien qui existe aujourd'hui entre les individus ?

La société se vit comme une société de défiance. La crise est multiforme : une crise du pouvoir, du lien social, de la jeunesse, des utopies, du travail et, en règle générale, du politique. C'est cette qui crise crée la défiance envers le progrès, l'humanisme et le travail.

En parallèle, se développent des essais de confiance, dont témoigne par exemple le mouvement des engagements volontaires dans le domaine écologique (avec ses dangers) ou celui des engagements symboliques et personnels. Ces derniers reposent souvent sur un militantisme ponctuel, par conséquent éphémère. Les "bonnes pratiques" sont également une manière de s'engager mais elles ne créent pas un espace de confiance global.

Marcel Gauchet a écrit : *"La vague (des années 1970) ne s'est pas contentée de détruire les édifices chimériques du pouvoir total, elle nous a emportés bien au-delà. Elle s'en est prise aux principes du pouvoir en général et partout. Elle a universellement sapé les bases de l'autorité du collectif au nom de la liberté. Elle n'a pas seulement imposé la norme de la démocratie libérale dans les têtes, elle en a changé les orientations et les inspirations de l'intérieur. Elle a fait passer au premier plan l'exercice des droits individuels jusqu'au point de confondre l'idée de démocratie avec lui et d'oublier l'exigence de maîtrise collective qu'elle comporte, de telle sorte que nous nous retrouvons pour finir dans une situation analogue à celle dont nous étions partis voilà un siècle. Nous redécouvrons les dilemmes de nos devanciers. Nous voyons le sentiment de dépossession progresser du même pas que les indépendances privées. Comme auteur de 1900, nous sommes confrontés au divorce de la puissance et de la liberté avec cependant une différence cruciale que la reconquête de ce pouvoir qui s'enfuit ne mobilise plus personne sinon de façon ponctuelle et marginale."*

L'invention de la gouvernance, ou plutôt les retrouvailles avec ce concept, peut-elle nous donner un chemin à suivre vers une refondation de la démocratie ?

- ■ -

Fin de la démocratie, plutôt que fin de l'histoire ?

Guy Hermet

La question qui me frappe le plus et qui constitue la trame de ce qui vient d'être dit est : "Y a-t-il encore un sens à la politique ?".

J'introduirai mon propos par une citation de Tocqueville, lorsqu'il considérait l'état de l'Europe de l'Ouest vers 1780, peu avant la Révolution "officielle" de 1789 : "Ce n'était point les princes, les ministres, les administrateurs, ceux, en un mot, qui, à différents titres, conduisaient le détail des affaires humaines qui s'apercevaient qu'on marchait vers quelques grands changements de sociétés. L'idée qu'on put gouverner autrement qu'on ne gouvernait, détruire ce qui avait duré si longtemps et le remplacer par ce qui n'existait encore que dans l'esprit de quelques écrivains, la pensée qu'on pouvait bouleverser l'ordre qu'ils avaient sous les yeux pour établir au milieu du désordre et des ruines l'ordre nouveau, tout cela leur paraissait des chimères ridicules."

Nous sommes comme on l'était en 1780, bien que de façon un peu différente. Mais le nouveau régime est déjà là sans aucun doute. Cela même si c'est de manière imparfaite et partielle. Ce nouveau régime prend de plus en plus le nom de gouvernance. Il faut pourtant distinguer les choses. La gouvernance est un processus et non un régime. Il en découle que nous serons peut-être gouvernés bientôt par un processus plutôt que par un régime.

La politique telle que la connaissons perd son sens dans ces conditions. Le sens de la politique s'est épuisé parce que la politique est finie, au sens classique du terme. La *polis*, la Cité, ou plutôt un ensemble soumis à une autorité centrale et habité par une population qui s'identifie à cet ensemble, est à bout de souffle.

La cause de cet effondrement tient pour une large part à la détérioration du rapport de l'individu à l'ancienne *polis*, c'est-à-dire à la communauté des citoyens (comme facteur d'unité, conçu comme l'exact contraire du communautarisme en tant que source de fragmentation). La difficulté primordiale procède en effet du conflit devenu de plus en plus manifeste entre les désirs et besoins individuels et ce que l'on ose à peine appeler maintenant l'intérêt général (ou la volonté majoritaire, ou le bien public). Cette notion d'intérêt général se trouve de plus en plus remise en cause non seulement en pratique mais philosophiquement.

John Rawls, par exemple, le plus illustre sans doute des philosophes politiques contemporains avec Jürgen Habermas, au regard spécialement de son ouvrage "Une Théorie de la justice", s'est rallié postérieurement au point de vue des théoriciens communautaristes et multiculturalistes pourtant tellement vilipendés par nos "républicains". Cela quand il en est venu à affirmer qu'il n'y avait plus désormais d'intérêt général ou national ni d'identité globale, mais uniquement des intérêts particuliers individuels ou collectifs et des identités fractionnées, croisées, superposables et transitoires. Face à ce bouleversement, la conduite des sociétés ne

peut plus se référer à l'intérêt général ou au bien public mais à des intérêts fractionnés qu'il faut tenter de concilier par la négociation et le marchandage. Dans ce contexte radicalement nouveau, la référence à une volonté majoritaire sortie des urnes et censée servir le Bien commun dans la ligne de Rousseau, tend à devenir inacceptable, presque anti-démocratique en définitive, puisque attentatoire aux droits des minorités qui, toutes réunies, se transforment de manière croissante en majorité (l'adjectif "*anti-démocratique*" doit se comprendre ici dans une acception inédite, dépassant la légitimité d'une majorité arithmétique au profit d'une nouvelle décision légitime issue de la confrontation des intérêts sur la base d'un débat entre acteurs sociaux largement autoproclamés se réclamant de la "*société civile*").

Cette authentique révolution nous place dans une posture complètement nouvelle vis-à-vis de la politique. Longtemps, la politique n'avait pas changé fondamentalement avec le passage des divers "*anciens régimes*" au régime démocratique parvenu à présent à sa phase terminale. La politique conserva son caractère de phénomène surplombant les autres réalités, positionné selon un ordre vertical et hiérarchique, avec au sommet les institutions internationales ou régionales, puis l'Etat, les professionnels du milieu politique et administratif, cela jusqu'aux intérêts particuliers et aux différentes catégories sociales.

Aujourd'hui, un arrangement différent de l'autorité est en train de se dessiner. Ce qui tend désormais à s'imposer est une vision horizontale du mode de production des décisions collectives. C'est à dire que, compte tenu de l'effacement de l'intérêt général au profit des intérêts particuliers individuels ou collectifs, la politique doit s'envisager, comme je le disais, de manière horizontale dans la mesure où l'acteur public au sens générique n'a plus la prévalence. La différence entre le public et le privé est en train de se résorber.

Il s'agit proprement d'un cataclysme intellectuel, comparable à la révolution spirituelle qui s'est observée en Europe avec le protestantisme à partir de 1517. Avant Luther, la relation du croyant à Dieu était verticale, obéissant en quelque sorte à l'ordre hiérarchique : partant de l'Eglise, incarnée par le Pape et médiatrice de la voie divine, pour descendre jusqu'aux croyants subordonnés. Cette relation postulait des dignités inégales et des niveaux d'autorité ou de soumission préétablis et immanents. Le protestantisme luthérien fondé sur le sacerdoce universel et le *Beruf* – la vocation à la sainteté et au salut reconnue à tout croyant, indépendamment de son rang et de sa fonction – a bousculé cette verticalité. Avec lui, chaque homme a acquis une égale dignité dans la qualité de sa relation avec Dieu. Notre nouvelle société post-politique tend vers quelque chose de ce genre. À ceci près cependant qu'il ne s'agit pas en fait de la promotion de chaque individu mais d'une cooptation de ceux qui s'estiment compétents pour gérer de concert et à part égale (sans privilège pour les acteurs publics) la société des autres, les non-cooptés, réputés probablement incompetents ou abouliques.

Le bouleversement en cours apparaît si profond à ce niveau qu'il tend, sur le moyen terme, à marginaliser l'ancien mode de conduite des affaires collectives. Au fond, il se pourrait bien que dans trente ans, au moins dans les pays riches et avancés, le mot "*politique*" n'ait plus de sens en tant qu'activité de commandement surplombant les sociétés. S'il en conservait un

quelque part, ce serait alors seulement dans les pays que Fukuyama qualifiait d'historiques (au sens d'attardés dans le passé) par opposition aux pays post-historiques (les nôtres).

Le livre que je viens de publier chez Armand Colin a pour titre "*L'Hiver de la démocratie ou le nouveau régime*".²³ Ce titre prétend signifier que ce qui suivra, le printemps prochain au sens historique du terme et non à celui du calendrier des saisons, sera le printemps d'un nouveau régime. Ce nouveau régime connaîtra vraisemblablement aussi ses quatre saisons, comme la démocratie les a connues, celle initiale du régime censitaire, puis l'été du suffrage universel, en attendant l'automne de la démocratie sociale précédant lui-même notre hiver actuel du crépuscule de l'État-Providence. Ce prochain printemps risque d'être celui de la "gouvernance démocratique" même si les deux mots sont antinomiques, puisque tel est le nom que l'on donne dès maintenant au bon gouvernement.

Mais pourquoi la démocratie s'est-elle usée ? Parce qu'elle a fonctionné avec un carburant limité en quantité, une énergie non-renouvelable pourrait-on dire. Il n'y a pas d'énergie durable de la démocratie. Le juriste italien Danilo Zolo évoquait déjà cet aspect crucial dans son ouvrage "*Démocratie et Complexité*", paru en 1990. D'après Zolo, les régimes qui avaient précédé la démocratie possédaient tous une légitimité fondamentale qui n'avait pas besoin d'être alimentée ou renouvelée, ainsi celle du roi dans la monarchie d'Ancien régime, ou celle du seigneur féodal aussi bien que des empereurs de Chine ou du Japon. Grâce à cette légitimité, les dirigeants n'avaient pas besoin de promettre quoi que ce soit aux gouvernés, ni lors de leur avènement ni plus tard, à échéance régulière comme lors des élections dans les démocraties. Il suffisait de proclamer "*Le Roi est mort, vive le Roi*". Il n'a fallu rien de plus pour assurer en permanence la légitimité des régimes anciens, du moins pendant très longtemps.

Le carburant de la démocratie c'est la promesse qu'il faut exprimer puis qu'il faut tenir. Il y eut d'abord les promesses gratuites comme celles du suffrage universel masculin puis féminin, ensuite les promesses sociales de plus en plus coûteuses et finalement de moins en moins tenables pour les budgets publics comme pour les économies nationales. Paradoxalement, c'est le chancelier allemand Bismarck qui, le premier, a créé l'assurance maladie, l'indemnité de chômage et l'assurance pour les accidents de travail. C'est en somme sous l'égide de la semi-dictature de l'Empire allemand de Guillaume II que s'est développé le premier État social, le premier *Welfare State*. Mais ensuite, les démocraties du suffrage universel masculin ont copié l'invention de Bismarck qui visait à désamorcer le danger révolutionnaire impliqué par le mouvement ouvrier germanique (marxiste) né pendant la seconde moitié du XIX^{ème} siècle. Malheureusement, le coût des promesses devenues de plus en plus indispensables à la survie de la démocratie transformée en démocratie sociale s'est révélé de moins en moins supportable. Il a fallu trouver d'autres ressources, d'autres carburants, d'autres promesses moins directement matériels et coûteux financièrement et économiquement, comme le développement du système d'éducation ou l'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur. L'ennui est que tout cela a fini par se heurter à ce que l'on a pu appeler la "congestion du bonheur".

²³ Guy Hermet, op. cit.

Cette formule – "*la congestion du bonheur*" – fut inventée par le philosophe espagnol José Ortega y Gasset vers 1928. Pour illustrer sa pensée, il considérait par exemple le phénomène des vacances et des congés payés. A l'origine, très peu de gens étaient en mesure de s'offrir le luxe d'aller en bord de mer, mais ce luxe réservé à quelques-uns seulement n'en était que plus appréciable pour ceux-ci dans sa substance effective. En revanche, avec les congés payés, la masse des travailleurs a cru goûter ce plaisir, mais c'était devenu un plaisir de masse, dévalorisé, un plaisir rétréci par l'encombrement au petit bonheur de tous. Il en va aujourd'hui de même avec, notamment, l'ouverture de l'accès aux études supérieures. Cette ouverture a-t-elle comblé le désir de promotion sociale des gens ? Nullement. Les parents savent bien que leurs enfants ne vivront pas mieux en dépit de leurs diplômes inutiles. Ils vivront même plus mal probablement. L'élargissement de l'accès aux études a produit l'illusion d'une promotion sociale non réalisée et sans doute irréalisable. Les universités de masse ont produit des chômeurs et des motifs d'humiliation. Simultanément, l'accès aux sommets de la société a continué de s'inscrire, grâce à divers procédés, dans un jeu à somme nulle. Cela en dépit de tous les "*effets spéciaux*" qu'on voudra, tel le dispositif de "*boosting*" des brillants sujets des ZEP mis en œuvre à l'IEP de Paris.

En bref, la démocratie n'a fonctionné de manière normale que tant qu'elle a conservé la possibilité de faire des promesses réalisables capables de lui attacher son public. Ce n'est plus le cas maintenant, et ce n'est pas un hasard si les principales revendications actuelles portent plus modestement sur la conservation des avantages acquis. Le constat de plus en plus généralisé de l'impossibilité d'une vie meilleure, autrement dit la fin de l'espoir populaire, induit la défiance croissante des gouvernés vis-à-vis des gouvernants de tous poils et au bout du compte le désenchantement de la démocratie.

En matière de défiance, la France est, il est vrai, avec l'Italie, un pays particulier. En général, la défiance qui se développe dans les autres sociétés part de situations où existait préalablement la confiance. Être démocrate ne signifiait du reste pas autre chose qu'avoir confiance dans ses voisins au sein d'un environnement d'égaux, et avoir confiance aussi dans ceux qui dirigent. La culture civique reposait sur cela.

Or, la France et l'Italie furent dès le départ des sociétés de défiance. En France en particulier, la Révolution pendant ses quinze premières années a reposé sur le développement systématique d'un antagonisme profond entre le peuple et ceux que les nouveaux chefs révolutionnaires qualifiaient d'"*ennemis du peuple*" (ennemis qui ne représentaient plus en réalité qu'une menace largement imaginaire, sous la forme des lambeaux subsistants de la noblesse émigrée et des prêtres non jureurs aux abois). C'est grâce à ce procédé manichéen qu'ils ont divisé notre société jusqu'à l'abomination, et cela de façon jusqu'à présent irréversible. C'est ainsi que l'on a cimenté le "*Nouveau régime*" républicain, puis impérial, puis de nouveau républicain (la noblesse et le clergé se trouvant peu à peu remplacés par d'autres épouvantails toujours destinés à galvaniser la ferveur civique, le divin "*peuple de gauche*" d'un côté, menacé par l'abominable droite, les rouges de l'autre, acharnés à "*bouffer du curé*").

L'antagonisme très fort entre droite et gauche en France est bien une survivance de cette manipulation des origines. Mais il est vrai que l'on s'achemine aujourd'hui vers une profonde transformation des clivages politiques avec, justement, l'effacement de ce qu'on entendait par politique et le passage à un autre régime qui se veut "*post-politique*".

Ce nouveau régime, qu'on continuera probablement d'appeler "*démocratie*" dans un premier temps, risque fort de revêtir les traits de ce que l'on appelle depuis une dizaine d'années la gouvernance, envisagée comme le remède miracle à la "*crise de la citoyenneté*". En tant que modèle idéal dont les diverses composantes envisagées ne se trouvent encore que rarement toutes rassemblées dans la pratique mais qui représente ce vers quoi tend le mode de "*conduite*" de nos sociétés avancées, cette gouvernance peut se définir sur la base de sept critères (suggérés spécialement par un livre blanc de la Commission européenne élaboré en 2000 par Tom Burns) :

1. C'est un dispositif de commandement qui obéit à une géométrie horizontale (qui se substitue à la verticalité). Les acteurs principaux se situent à égalité, formant une sorte de société de partenaires. La distinction public/privé s'efface en bonne partie de ce fait, les acteurs publics – l'Etat – perdant leur suprématie par rapport à de multiples acteurs privés et n'intervenant plus que comme arbitres.

2. Le pouvoir n'est plus un site / un endroit, c'est un processus.

3. Les acteurs qui assurent la gestion des affaires collectives se cooptent. Les négociations fonctionnent selon l'optimum de Pareto : pour qu'une bonne décision soit adoptée rapidement, elle doit être prise par un petit nombre de gens qui se considèrent comme seuls compétents et disposés à s'entendre. Les acteurs contre-productifs sont exclus.

4. La gestion des affaires publiques doit s'inspirer de la gestion des affaires privées, selon une logique d'auto-ajustement, proche de celle qui gouverne en théorie le marché.

5. Cette gestion est multi-niveaux, en ce sens qu'elle fonctionne simultanément aux niveaux international (OMC par exemple), régional (l'Union européenne), national, infra-national (les régions et autres *Länder*) ou local. Ces niveaux brouillent la notion très hiérarchique et verticale de l'époque où l'on reconnaissait la préséance du public et du collectif.

6. Dans ce cadre, les décisions sont le produit d'une négociation et d'un marchandage (*bargain*) et non plus le résultat d'une délibération.

7. Ce dispositif tend à élaborer des codes de conduite ou des normes révocables (renouvelables, comme l'énergie...), et non plus des lois. Ces nouvelles normes valent seulement pour le temps qu'elles peuvent durer.

- ■ -

Bettina Laville

Le Grenelle de l'environnement a parfaitement illustré pendant trois mois les sept caractéristiques qui viennent d'être évoquées. Avec néanmoins une cerise bien française sur le gâteau, celle d'un Etat qui a fini par imposer sa voix, tout en se présentant comme une "*partie prenante*" comme une autre.

Une remarque : dans le processus d'hésitations qui a été décrit, il y a néanmoins un risque qui peut s'immiscer : le chef. La dérive est envisageable, d'autant plus qu'elle se nourrit du médiatique. La démocratie ancienne a aussi ses vertus et il ne faut pas complètement les perdre de vue.

Pour en revenir à la crise, Hubert Védrine expliquait que la crise écologique pouvait aboutir à la dictature. Autrement dit, est-ce que la démocratie est capable de faire du drastique en ce moment ?

- ■ -

Intervention de Marie-Hélène Aubert

L'analyse de Guy Hermet me rend très dépressive. Même si je partage un certain nombre de ces constats, je crois que nous avons des *spleens* d'enfants gâtés. Hors de nos frontières, on rêve de vivre de la façon dont nous vivons, c'est-à-dire d'abord de vivre en paix. La démocratie a été un moyen de faire baisser le niveau de violence.

C'est quelque chose dont on a profondément conscience au niveau européen. J'ai été observatrice des élections en République Démocratique du Congo il y a un an pour le Parlement européen. Le sérieux, la ferveur, la volonté des gens dans leur mobilisation pour enfin accéder à un niveau de paix acceptable et essayer de reconstruire ensemble m'a sidérée.

Par ailleurs, il me semble qu'on confond la crise de la politique et la crise de l'image du politique. Il existe une pression permanente de l'image : il faut donner à voir et c'est censé susciter l'adhésion. La notoriété remplace l'appréciation des résultats.

Je ne crois pas que démocratie et gouvernance s'excluent l'une l'autre. Il faut se poser la question de ce qui peut faire avancer les choses pour obtenir les résultats que l'on souhaite.

L'image du politique est désastreuse mais, en même temps, il y a une énorme demande du politique.

Par exemple, j'étais hier²⁴ à La Turballe en Loire-Atlantique où sévit la crise de l'anchois. Faisant partie de la commission "Pêche" au Parlement européen, j'ai voulu discuter avec les pêcheurs. Evidemment, dans un premier temps, j'ai payé pour tous les autres : les politiques, l'Europe, les Verts.

La relation qui s'est établie entre les citoyens et les élus repose sur la victimisation. Quel que soit le milieu, on observe toujours une demande de victime à celui qui peut réparer le mal qui a été fait. Le médiatique joue un rôle énorme à cet égard et le Président de la République actuel connaît cette partition sur le bout des doigts.

Il est possible de sortir de cette ornière en encourageant les citoyens à s'exprimer. Ils demandent de la politique et du sens. Je ne crois pas aux politiques éclairés qui dispensent la bonne parole au bon peuple. Contrairement à Guy Hermet, je crois que nous avons largement dépassé la situation que Tocqueville décrit en 1780. Les changements sont multiples : la croissance démographique, les révolutions industrielles et le modèle de développement qui va avec, la révolution dans les moyens de transport et de communication, dans l'éducation, et la capacité d'agir sur son devenir.

Les progrès des libertés individuelles ont été considérables. Ce qui attire autant à nos frontières, c'est la possibilité d'avoir un choix. Quitte à prendre des risques insensés. En ce sens, ce n'est pas l'individualisme qui pose problème mais la solidarité. Pourtant, beaucoup de valeurs communes sont et restent partagées. Nos sociétés sont beaucoup moins violentes qu'autrefois. Seulement, ces valeurs ne se reflètent plus et ne prennent pas les mêmes voies pour se développer.

Pour en revenir aux Verts, il faut rappeler que le parti s'est créé et construit à partir d'une interrogation sur le rôle du politique. En 1984, les Verts ont décidé de faire de la politique parce qu'ils estimaient que la voie associative n'était pas suffisante. Pour peser, il fallait entrer dans le champ institutionnel du pouvoir décisionnel. Mais ce débat, nous n'avons jamais réussi à le trancher complètement.

Dans un premier temps, les Verts ont été perçus comme un groupe de pression environnementaliste. Pour y répondre, nous avons voulu montrer que nous étions capables de parler de questions sociales, économiques et démocratiques. Si bien que, finalement, les Verts ont été assimilés à un parti de gauche comme un autre. La crise que nous connaissons aujourd'hui n'est pas seulement une crise de fonctionnement mais aussi une crise existentielle.

De la même manière, beaucoup de membres d'associations qui ont participé au Grenelle de l'environnement se posent à nouveau la question du politique, se demandant s'il n'est pas finalement nécessaire de sauter le pas vers la politique.

Aujourd'hui, les corps intermédiaires et les organes délibératifs comme le Parlement sont complètement écrasés par un exécutif tout puissant.

²⁴ L'intervention a été faite dans le cadre de la session qui s'est tenue le 15 décembre 2007.

Je suis moins pessimiste sur le désir qu'ont les citoyens du politique, leur capacité à exercer leurs droits individuels et leur volonté de bâtir un avenir commun.

Le Parlement européen est quelque chose de formidable, même s'il est très méconnu et très sous-estimé. Formidable parce que l'on croise dans les structures délibératives des gens qui ont des cultures politiques très différentes des nôtres – mais nous partageons tous des valeurs communes indéniables. Et malgré la résurgence de phénomènes identitaires, l'idée européenne reste forte et enthousiasmante.

La France est très dépressive dans son rapport à l'Europe. Ce n'est pas le cas des pays comme l'Espagne, le Portugal, l'Allemagne ou les nouveaux entrants. Nous devons changer cela.

- ■ -

Guy Hermet

- Le régime de Pinochet, dans ses dernières années, a été l'un des premiers à pratiquer la gouvernance. C'est assez étonnant d'observer que les réformes du régime des retraites telles qu'elles s'effectuent en Europe sont en réalité très proches des innovations du régime autoritaire chilien.

- La défiance envers le politique est intimement liée à la défiance éternelle "*de la charge*" dont parlait Shakespeare, ce qui explique l'investissement présent des acteurs politiques dans la démocratie incarnée (et populiste dans une certaine mesure), par différence avec la démocratie représentative.

- Quelle est la place d'une guerre éventuelle dans ma réflexion sur la gouvernance ? La gouvernance n'envisage pas la guerre. De toute façon, aujourd'hui, ce sont les Etats-Unis qui gèrent ce genre de risque.

- La gouvernance n'a pas de discours. Les valeurs sont perçues comme des obstacles à la bonne marche du processus. Seuls des mots-valises comme "*citoyen*", "*laïcité*", "*transparence*" ou "*républicain*" sont utilisés.

Marie-Hélène Aubert

Le terme gouvernance vient de l'anglais. La "*good governance*" est en somme un mélange d'économisme et de moralité anglo-saxonne.

Bettina Laville

Au fur et à mesure des discussions, deux "*camps*" se dessinent :

- Ceux qui estiment que les perspectives de modernité sont de toute façon porteuses de démocratie.
- Ceux, plus nourris d'histoire, qui s'interrogent sur la compatibilité de ces différentes modernités avec la démocratie.

Deux approches qui pourront alimenter nos prochains débats, sachant que le thème principal de réflexion de l'année 2008 retenu par le Conseil d'Administration de Convictions sera celui de l'intérêt général.
